CIDAC
Centro de Documentação

TL 3229

Les origines et le déroulement
d'un conflit post-colonial :
la guerre à Timor Oriental.

Thierry ALBERNY

Les origines et le déroulement
d'un conflit post-colonial :
la guerre à Timor Oriental.

Thierry ALBERNY

CIDAC
R. Pinheiro Chagas, 77, 2.º-
1000 Lisboa — Portug

TABLE DES MATIERES

I. Introduction aux problèmes de Timor Oriental page 1

1) Géographie de Timor Oriental........... page 5
- géographie physique
- géographie humaine
- géographie économique

2) Histoire de Timor Oriental jusqu'en 1974 ... page 19

II. Les origines internes du conflit

1) Les conséquences à Timor Oriental du coup d'état portugais du 25 avril 1974 page 31
- l'origine des partis politiques est-timorais
- la représentativité des forces politiques de Timor Oriental
- de la coalition à la guerre civile

2) La guerre civile....................... page 57

CIDAC
R. Pinheiro Chagas, 77, 2.º-E.
1000 Lisboa — Portugal

3) D'une guerre à l'autre - la brève indépendance de la République Démocratique de Timor Oriental......... page 65
  - les lendemains de la guerre
  - la proclamation de l'indépendance et l'invasion indonésienne

III. Les origines externes du conflit

introduction: le contexte international de la guerre de Timor Oriental............ page 83

1) L'Asie de l'après-Vietnam.............. page 87

2) Les puissances régionales et Timor Oriental................................ page 93
  - l'Indonésie
  - l'Australie
  - les autres pays de l'Asie du sud-est
  - les Etats-Unis

IV. La guerre

1) Les opérations militaires.............. page 111

2) Conséquences et bilan de l'intervention indonésienne........................... page 126

- l'intégration de Timor Oriental à l'Indonésie
- les zones cntrôlées par les belligérants
- les pertes humaines

V. Les réactions internationales à la guerre .. page 143

1) Les thèses en présence................. page 147
- les partisans du FRETILIN
- les partisans d'une solution négociée
- les amis de l'Indonésie

2) Le débat aux Nations-Unies............. page 154

3) La mission de M. Vittorio WINSPEARE-GUICCIARDI............................ page 160

VI. Où va la guerre de Timor Oriental? .... page 163

ANNEXES.................................... page 173

1) Résolution de l'Assemblée Générale des Nations-Unies concernant Timor Oriental

2) Première résolution du Conseil de Sécurité concernant Timor Oriental

3) Deuxième résolution du Conseil de Sécurité

BIBLIOGRAPHIE.................................. page 187

CARTES:

1) Carte de situation de Timor............ page 7

2) Carte des zones contrôlées par les belligérants en octobre 1976........................... page 129

3) Carte des opérations militaires en novembre 1976...................... page 131

INTRODUCTION

Dans son livre "Sociologie des relations internationales", Monsieur Marcel MERLE note que "les zones de tension et d'instabilité coïncident, pour l'essentiel, avec les séquelles de la décolonisation et les luttes d'influence qui en résultent (Moyen-Orient, Indochine, Sahara Occidental, sub-continent indien, Angola, Afrique australe)."

Le fait que ce soit dans l'ancienne colonie portugaise de Timor Oriental que se déroule le conflit le plus meurtrier de tous ceux qui agitent en ce moment le continent asiatique souligne la véracité de ce propos. On peut même, en la rapprochant des conflits du Sahara occidental et de l'Angola, définir plus précisément la guerre de Timor Oriental comme "un conflit consécutif à la dernière vague de la décolonisation, opposant des forces se réclamant d'un nationalisme de formation récente, teinté nettement de progressisme, à des éléments armés venus d'un pays voisin, ayant pour but l'annexion du territoire récemment décolonisé, d'idéologie nettement conservatrice et bénéficiant de l'appui d'une fraction de la population."

Cette guerre mal connue, et pourtant cause de plusieurs dizaines de milliers de victimes, qui a débuté le 7 décembre 1975 et se poursuit depuis, présente un intérêt allant bien au-delà de l'importance de cette petite île située entre l'Indonésie et l'Australie. Cette guerre se situe à une époque charnière, et dans l'une des zones du monde les plus instables, et l'une des plus névralgiques: l'Asie du Sud-Est.

Cette région où les combats n'ont pas cessé depuis I940, morcelée sur le plan politique, ethnique, religieux, surpeuplée et riche en matières premières, a connu trois séries successives de conflits:

1) La seconde guerre mondiale, qui y a vu s'affronter Japonais et troupes des Alliés.

2) Les guerres de libération nationale des Indes néerlandaises et de l'Indochine française, qui se sont soldées par l'écroulement de la domination coloniale des puissances européennes.

3) La seconde guerrede l'Indochine, qui opposa les forces favorables aux Etats-Unis aux partisans d'un régime de type socialiste, et se termina, en 1975, par la victoire de ces derniers.

Il était pourtant illusoire d'estimer que l'Asie du Sud-Est allait enfin connaître une période de paix et de tranquillité après la chute de Saïgon. Les facteurs qui ont conduit à la guerre du Viet-Nam et à celle du Cambodge existent dans tous les Etats non-communistes de l'Indochine et de l'Insulinde: dissidence de minorités ethniques, dissensions au sein de la classe dirigeante, corruption, inégalités sociales, existence de puissants mouvements de guérilla de gauche.

Le processus devant mener à une nouvelle conflagration opposant gouvernements pro-occidentaux et forces socialistes est déjà entamé largement dans un pays comme la Thaïlande. Face à la montée des maquis de gauche et du nationalisme des ethnies minoritaires, les

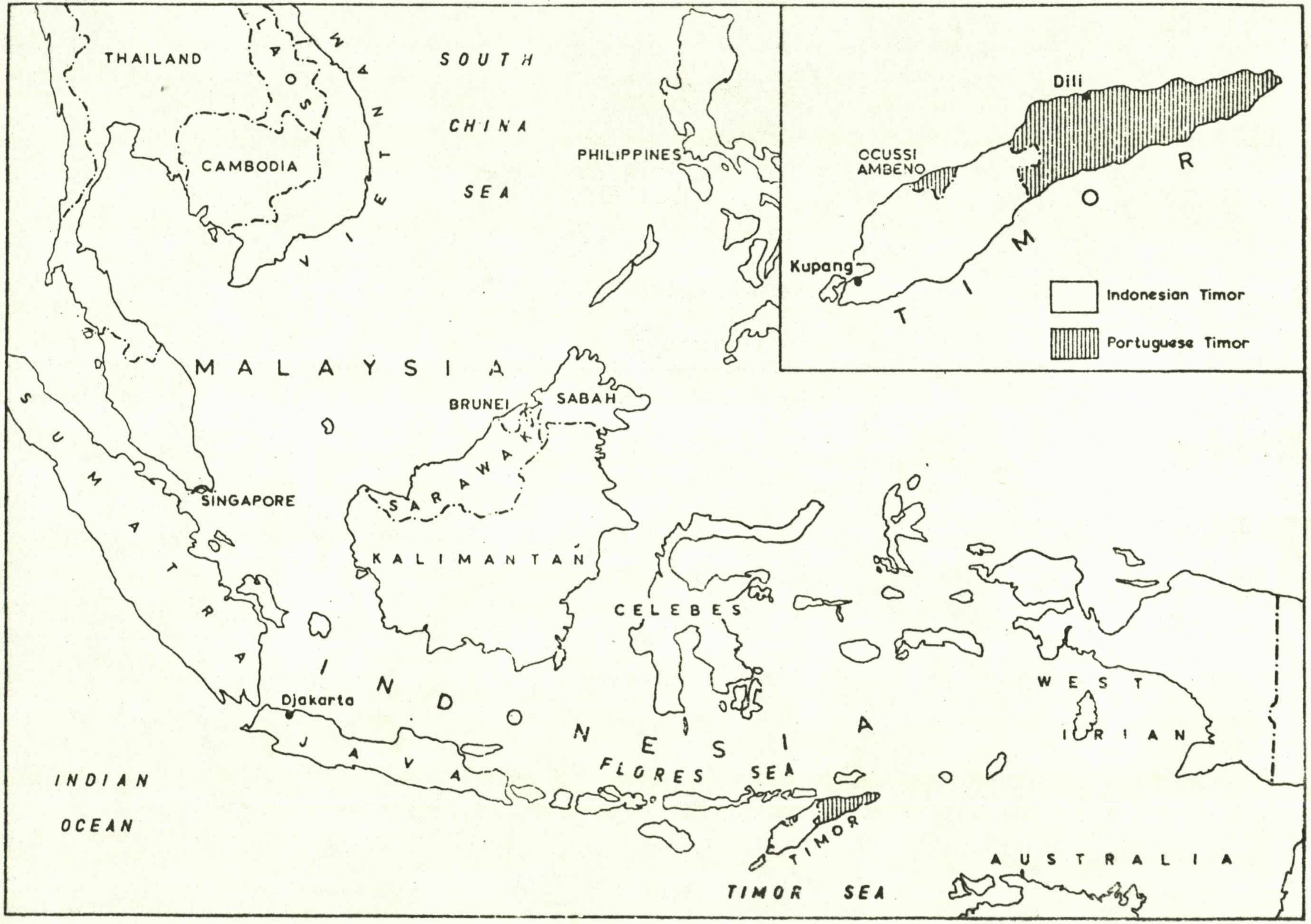
Etats favorables aux Etats-Unis, regroupés au sein de l'ASEAN se trouvent actuellemnt, notammant sur le plan militaire, en état de grande faiblesse. Que la chute de l'empire colonial portugais entraîne l'instauration en Asie du Sud-Est d'un petit Etat indépendant, politiquement orienté à gauche et d'un nationalisme vigoureux, était à terme une menace pour les Etats conservateurs et multinationaux, aux frontières plus ou moins artificielles, qui forment le glacis des Etats-Unis dans la région.

Telle est l'explication principale que l'on peut avancer de l'annexion de Timor Oriental par l'Indonésie qui devait marquer le début d'une guerre impitoyable.

GEOGRAPHIE

DE

TIMOR-ORIENTAL


THAILAND
LAOS
VIETNAM
CAMBODIA
SOUTH CHINA SEA
PHILIPPINES
MALAYSIA
BRUNEI
SABAH
SARAWAK
SINGAPORE
SUMATRA
KALIMANTAN
CELEBES
INDONESIA
Djakarta
JAVA
FLORES SEA
TIMOR
TIMOR SEA
WEST IRIAN
AUSTRALIA
INDIAN OCEAN
Dili
OCUSSI AMBENO
Kupang
TIMOR
Indonesian Timor
Portuguese Timor

Position géographique de l'Île de Timor.

1. GEOGRAPHIE PHYSIQUE.

Située dans l'archipel indonésien dont elle est l'une des îles les plus orientales, entre 8°17 et 10°22 de latitude sud, et 123°25 et 127°19 de longitude est, Timor couvre une superficie approximative de 30 000 km^2, dont 18 899 km^2 pour la partie administrée par le Portugal, comprenant la partie orientale de l'île, l'enclave d'Oé-Cusse en zone occidentale, et les îles de Jaco et Atauro. Sa forme est allongée, puisque sa largeur ne dépasse pas 70 km pour un développement de 600 km sur un axe SO-NE.

Le relief s'ordonne longitudinalement en deux systèmes: l'un tombant à pic sur la côte Nord et qui présente des cotes supérieures à 2 500 m (Gunung Ramelau: 2 950 m); l'autre, dans le centre, domine au Sud la plaine principale de l'île qui se termine en vasières à palétuviers formant une côte imprécise.

La genèse de Timor remonte à l'ère secondaire, au Trias. Si la tectonique est compliquée (nappes de charriage), le volcanisme y est absent, ce qui constitue une particularité notable dans cette région du monde. D'autre part, des phénomènes intermédiaires entre éboulements et charriages ont pour origine un système de failles apparu au quaternaire.

Le climat timorais est tropical, et on y distingue deux saisons: sèche de mai à novembre, et humide de décembre à avril, au cours de laquelle l'île est balayée par la mousson de nord-ouest. La pluviosité, moins importante qu'on ne pourrait l'imaginer à cette latitude, est de l'ordre de 1 400 mm par an, et permet des cultures variées. La végétation, semblable à celle de l'Australie proche, voit des formations de bush-où, parmi des plantes rares et chétives, on peut trouver des espèces telles que l'eucalyptus- voisiner avec de belles forêts, surtout en altitude.

2. GEOGRAPHIE HUMAINE.

Le recensement de la population de Timor Oriental effectué en 1970 par les Portugais donna une population de 609 477 habitants. Compte étant tenu d'une certaine sous-évaluation due à la difficulté de dénombrer la population de certains hameaux isolés, ainsi que de l'importante poussée démographique, la population de Timor Oriental est estimée par l'ONU et par le gouvernement indonésien entre 650 000 et 670 000 habitants. Le FRETILIN, pour sa part, avance une estimation de l'ordre de 900 000 à un million d'habitants.

Le recensement effectué par le gouvernement indonésien dans la partie occidentale de l'île en 1971 donna une population de 1 370 000 personnes.

La démarcation entre Timor Oriental et Occidental ne correspond ni à une frontière naturelle ni à la limite de deux peuplements différents. Le tracé erratique de la frontière, ainsi que l'existence d'une enclave portugaise à Oé-Cusse, dans la partie occidentale de l'île, sont le résultat d'un arbitrage entre les deux colonisateurs néerlandais et portugais, rendu en 1904 et confirmé en 1914 par la Cour de Justice Internationale de La Haye. Cet arrangement, satisfaisant pour les puissances coloniales, a séparé des tribus et des groupes ethniques parfaitement homogènes.

L'origine de la population timoraise est mal définie; les ethnologues s'accordent à la chercher à Madagascar et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Son type ethnique est malayo-mélanésien. Les timorais sont petits, de complexion frêle et très bruns de peau. Un des résultats de la colonisation portugaise fut l'apparition d'une race de métis, les Topasses, qui jouèrent dans l'histoire de Timor Oriental un rôle important, dû aussi bien à leur sens du commerce qu'à leur habileté dans le maniement des armes. On comptait aussi à l'époque portugaise une colonie de 15 000 Chinois qui a été décimée pendant la guerre, et un millier d'Européens dont la grande majorité a quitté le territoire.

L'organisation sociale de Timor Oriental présente, en-dehors des villes, des analogies avec celle de la Nouvelle-Guinée: exploitation communautaire de la terre, justice rendue au sein du groupe. La société traditionnelle timoraise repose également sur le principe des castes: celles-ci sont au nombre de cinq: les gardiens de troupeaux, les esclaves, les hommes libres d'origine roturière, les nobles, les chefs ou Liurais.

Cette hiérarchie fut entretenue par les Portugais et demeure encore vivace, puisqu'un parti politique est-timorais, le KOTA, a pour programme la préservation de la suprématie des Liurais au sein du peuple.

Le nombre de langues parlées à Timor Oriental est évalué selon les estimations, entre 16 et 40. L'ethnologue français Gérard FRANCILLON en distingue 31: 10 issues du papou, 21 d'origine malayo-indonésienne. Parmi ces dernières, le tetum, langue du groupe ethnique le plus important, et présent dans les deux parties de l'île, sert de langage véhiculaire, et a été adopté par le gouvernement de la République Démocratique de Timor Oriental comme langue officielle.

La majorité des Timorais est animiste. 150 000 sont catholiques et 20 000, protestants.

3. GEOGRAPHIE ECONOMIQUE.

Le niveau de vie du Timorais oriental est le plus bas de toute l'Asie du Sud-Est, inférieur encore à celui de l'habitant de la moitié indonésienne de l'île. Ce désolant état de fait est dû, moins à l'absence de richesses naturelles qu'à la totale incurie des colonisateurs portugais.

Le budget moyen dans les années 1960 de l'administration de l'île n'était que de 2 500 000 dollars, et servait principalement à assurer la paye des fonctionnaires coloniaux. Le surplus dégagé servit à financer des réalisations de prestige dépourvues du moindre intérêt pour les habitants de l'île (ainsi l'aéroport "international" de Baucau qui ne desservait qu'une ligne aérienne à destination de Darwin, Australie et ce tous les mardis...)

A l'exception du café, qui assurait 90 % des exportations de la colonie (et dont le commerce était assuré par une compagnie portugaise à raison de 40 %, le reste étant contrôlé par les chinois), l'agriculture timoraise était à un stade primitif de culture sur brûlis. L'outillage le plus répandu était la houe à main, la culture attelée n'était que peu répandue, de même que l'utilisation d'engrais et d'insecticides. Le parc de tracteurs était réduit à une vingtaine. Les produits de l'agriculture timoraise sont le maïs, le riz, le manioc et le bétail d'élevage. Un peu de caoutchouc et de coprah sont exportés. (voir tableau page suivante)

L'arriération de l'agriculture entraînant de faibles rendements et l'épuisement des terres, Timor Oriental dut pendant les dernières années de la colonisation portugaise importer des denrées alimentaires.

Les matières premières contenues dans le soussol de Timor Oriental auraient pu, convenablement exploitées, apporter à la colonie un surcroît de richesses pouvant impulser son développement. On y a découvert, en effet, des gisements intéressants de pétrole, d'or, de manganèse, de cuivre et de chrome.

La production agricole de Timor.

(en millions de tonnes)

	1970	1971	1972
riz	12,6	12,5	13,0
patates douces	16,2	11,9	10,9
maïs	16,9	11,4	8,7
fèves	2,8	3,0	7,7
manioc	18,5	17,3	6,7
café	4,9	5,3	4,7
coprah	2,2	2,4	2,0
caoutchouc	1,1	1,0	0,1
arachides	0,9	0,9	0,5
tabac	0,09	0,1	0,3

source: Portugal, anuario estatistico,
vol II, 1971 et 1972.

En fait, l'impact de ces découvertes sur l'économie est-timoraise fut presque nul, et ce pour deux raisons:

La première raison de cet échec est due au fait que les autorités portugaises n'autorisèrent la prospection et l'exploitation minière que très tardivement. Il fallut en effet attendre le début de la décennie 1970 pour que commencent les travaux, qui furent interrompus dès la période troublée qui suivit la décolonisation C'est ainsi, qu'est resté inexploité le gisement offshore de pétrole, dont la découverte fut annoncée par le journal portugais Diario de Noticias le 13 février 1975, soit six mois seulement avant le début de la guerre civile à Timor Oriental.

La deuxième raison est la complète carence des autorités coloniales qui concédèrent la totalité des permis de prospection et d'exploitation à des intérêts étrangers: quatre sociétés australiennes[1] se partageaient les droits d'exploitation du sous-sol jusqu'en 1974, date à laquelle elles furent remplacées par une société américaine[2].

1). La Companhia de Petroleas de Timor
. La Broken Hill
. L'Amalgamated Petroleum
. L'International Oils Exploitation Corporation

2). L'Oceanic Exploration Company

Que le contrôle de l'économie du Timor Oriental ait, sous la période coloniale, complètement échappé des mains des autochtones est rendu encore plus évident si l'on examine les structures de l'industrie et du commerce.

L'industrie, moins qu'embryonnaire, est principalement agro-alimentaire (torréfaction et emballage du café). Les 25 plus grosses entreprises industrielles est-timoraises sont toutes tenues par des Chinois, à l'exception de deux qui sont portugaises.

Le même déséquilibre se retrouve dans le secteur commercial. Sur un total de 300 magasins, un ou deux seulement sont possédés par des Timorais.

Ainsi, selon un schéma à vrai dire bien connu en Asie du Sud-Est, l'industrie et le commerce, aussi bien intérieur qu'extérieur, étaient presque totalement aux mains de la minorité chinoise. Minorité qui, d'ailleurs, avait les yeux tournés davantage vers Taïpeh que vers Pékin.

Les travaux d'infrastructure entrepris sous l'administration portugaise ne servirent pas davantage à l'essor économique de l'île. Outre l'aménagement de l'aéroport "international" de Baucau, ils se limitèrent à l' aménagement à grands frais d'un port en eau profonde à Dili, la capitale, où un ou deux bateaux portugais venaient faire relâche chaque année.

La réalisation de ces investissements aussi coûteux qu'inutiles rend encore plus scandaleux le sous-équipement social et culturel hérité des Portugais. Pour une population supérieure à 600 000 habitants, on comptait, à la veille du 25 avril 1974, un hôpital et deux écoles secondaires, tous dans la capitale.

Et si, à la lecture de ces statistiques, Dili semblait favorisée par rapport au reste du pays, cette faveur demeure malgré tout relative, si l'on songe que l'électricité n'y fut installée qu'en 1962. Il est vrai que la capitale avait les seules routes goudronnées de toute la colonie...

Le résultat de la carence totale des colonisateurs tient en quatre chiffres:

- une mortalité infantile supérieure à 40 %
- un P.N.B. par habitant de 40 dollars par an
- un taux d'anaphabétisme de 90 %
- treize habitants de la colonie titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur en 1974.

L'addition, à ces traits particuliers, des caractéristiques plus générales que sont la quasi-absence d'industrie, le déficit massif du commerce extérieur et l'archaïsme de l'agriculture justifie l'ironie assez macabre du livre blanc publié par l'Indonésie sur la décolonisation du Timor Oriental. On y lit en effet que "Timor Oriental n'a même pas encore atteint le stade du sous-développement"...

HISTOIRE
DE
TIMOR-ORIENTAL
JUSQU'EN
1974

La période antérieure à la colonisation de l'île est assez mal connue. Si les ethnologues s'accordent pour distinguer deux sources au peuplement de Timor, les Malais et les Papous, l'histoire de ce peuplement reste encore à écrire.

Les premières données historiques sérieuses remontent au VII^e siècle où Timor, comme les autres îles de la Sonde, fut incorporée à l'Empire de Sriwijaya. A la chute de cet empire, au XIII^e siècle débuta une période d'anarchie, jusqu'à ce qu'un autre empire, l'Empire de Mojapahit réunifie l'archipel. Cet empire s'effondra lui aussi, en 1520, et recommença une période troublée qui vit s'affronter un certain nombre de principautés islamiques rivales. Aucune, toutefois, n'eut le temps d'affirmer sa prédominance. Ce fut en effet à ce moment qu'arriva sur l'Insulinde la colonisation européenne.

Les colonisateurs étaient mus par de nombreux mobiles, dont l'attrait des épices et des produits exotiques. Timor, célèbre dans tout l'Orient pour son bois de santal, que venaient chercher depuis déjà des siècles les marchands arabes et chinois, était donc une proie de choix.

Le voyageur Antonio PIGAFETTA, historiographe de l'expédition de Magellan, parle de Timor en ces termes: "En cette île, on trouve le santal blanc et non ailleurs, gingembre, boeufs, porcs, chèvres, poulailles, riz, figues, cannes douces, oranges, citrons, cires, amandes et autres choses, et perroquets de diverses couleurs."

Contrairement à ce qui se passa en Amérique du Sud, la vague de la colonisation ne déferla que lentement sur l'Insulinde.

Les Portugais, implantés dès 1509 à Malacca, furent handicapés dans la consolidation de leur Empire, autant par un cruel manque de moyens que par la furieuse résistance des insulaires. Ce ne fut que durant le troisième quart du seizième siècle que les Portugais obtinrent la soumission du sultan Baabullah qui leur abandonna ses domaines, dont l'île de Timor.

La tranquillité des Portugais ne devait être que de courte durée. Baabullah, en effet, ne désespérant pas de recouvrer ses terres, crut trouver l'allié idéal avec la Compagnie des Indes Orientales, fer de lance de l'expansion néerlandaise. Il ne recouvra évidemment rien du tout, mais les Portugais durent abandonner aux Hollandais leurs conquêtes l'une après l'autre. Ce grignotage dura jusqu'en 1851, quand les Portugais perdirent les îles de Solor et Flores! Dans l'intervalle, les Hollandais prirent pied à Timor en s'emparant de Kupang (actuelle capitale de la province indonésienne de Timor Occidental) en 1651. Aucun des deux colonisateurs ne prit un avantage décisif, les Hollandais, déçus par le manque de ressources exploitables, menant le combat avec mollesse, tandis que les Portugais, galvanisés par leurs prêtres pour qui ce combat se doublait d'une guerre de religion se battaient avec opiniâtreté.

Il faut d'ailleurs préciser que les Portugais de Timor n'avaient que peu de points communs avec leurs compatriotes des bords du Tage. De l'union des soldats, marins et marchands portugais avec les femmes timoraises était née une race de métis, les Topasses, excellents combattants et individualistes convaincus qui, retranchés dans le territoire correspondant à la future enclave d'Oé-Cusse, menaient la vie dure à l'armée hollandaise tout en interdisant à l'administration portugaise de venir prendre possessionde ce qui n'était que nominalement sa colonie. Ce ne fut qu'en 1702 qu'un vice-roi portugais put enfin s'installer à Timor qui était censée être colonie portugaise depuis plus d'un siècle! Les disputes entre Portugais "noirs" et "blancs" continuèrent pourtant durant tout le dix-huitième siècle, aggravées par le fait que chacun des deux partis essayait de s'assurer l'appui des autochtones.

Finalement, en 1769, le vice-roi, découragé, quitta son palais de Lifau avec 12 000 personnes, abandonnant aux Topasses le territoire d'Oé-Cusse, et alla s'installer à Dili, d'où les Portugais purent petit à petit soumettre le Timor Oriental.

Il ne restait plus qu'à trouver un accord avec les Pays-Bas afin de délimiter les possessions de chacun. La conclusion de cet accord, facilitée par l'épuisement du santal sur l'île, eut lieu en 1859, huit ans après que les Portugais aient été expulsés de Solor et Flores.

Un nouveau traité luso-hollandais modifia la frontière en 1904, et le problème fut réglé une fois pour toutes par la cour de La Haye en 1914. Les Topasses d'Oé-Cusse ayant choisi de rester portugais, leur territoire devint une enclave portugaise dans un Timor Occidental néerlandais. D'autre part, en 1896, l'ensemble des territoires portugais de l'île de Timor, jusqu'alors rattaché administrativement à Macao, devint une colonie autonome.

⁂

La colonisation portugaise de Timor présente un caractère extrêmement rare dans l'histoire du colonialisme: le cas d'une colonisation qui a duré plusieurs siècles sans détruire la société pré-coloniale et ses formes d'organisation. Celles-ci ont duré jusqu'à notre époque, et ce n'est pas l'une des moindres originalités de la situation politique au Timor Oriental que de voir coexister les révolutionnaires du FRETILIN et un parti monarchiste traditionaliste, le KOTA.

L'explication de ce phénomène réside dans la grande faiblesse des colonisateurs. En guerre avec les Hollandais déchirés entre Métropolitains et Topasses, les Portugais cherchèrent à se concilier les chefs traditionnels Timorais. Loin de briser l'influence des castes dirigeantes, les colonisateurs renforcèrent leur pouvoir pour se les attacher. Ainsi le vice-roi nomma les chefs (Liurais) au grade de colonel de l'armée portugaise tandis que les nobles (Datos) étaient promus officiers subalternes.

Les Liurais obtinrent également le monopole de la coupe du bois de santal et de son acheminement vers la côte, du commerce des vêtements, de la vente de fer et d'armes dans l'île.

Outre ces avantages honorifiques et économiques, les Liurais détinrent jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle la réalité du pouvoir dans la plus grande partie du territoire, les Portugais n'étant guère implantés que le long des côtes.

En dépit de ces accommodements, l'occupation de Timor Oriental ne fut pas de tout repos pour les Portugais, et des soulèvements se produisirent contre leur domination. En 1719, eut lieu la révolte de Cova-Lima, puis en 1868-69, celle de Cova-Cotubela, dirigée contre le nouveau plan d'exploitation du café. Les Portugais, en effet, désireux de dégager quelques revenus d'une possession qui était devenue le dépotoir de leur empire, où l'on envoyait pêle-mêle détenus de droit commun, opposants politiques, fonctionnaires mal notés et Angolais ou Mozambicains jugés indésirables par leur administration coloniale, installèrent au cours du dix-neuvième siècle des plantations de café et de coton, de même qu'ils construisirent la capitale du Timor Oriental, Dili, en 1834.

A partir de 1884, un gouverneur à poigne, José CELESTINO DA SILVA décida de renforcer la colonisation portugaise, et d'occuper militairement l'hinterland timorais. A mesure que se développa cette politique, l'opposition des chefs traditionnels devint plus vive et en 1895 un Liurai, DOM BOAVENTURA commença à mener la lutte contre l'occupant colonial. Cette révolte déboucha en 1910 sur une véritable insurrection qui dura dix-huit mois, et au cours de laquelle un gouvernement indigène s'établit dans la province libérée de Manufahi. Cette révolte, qui avait mis en péril l'administration coloniale, fut écrasée en août 1912, à la suite de l'arrivée de deux bateaux de guerre venus du Portugal et du Mozambique. Le bilan de la guerre et de la répression fut lourd: 3 000 Timorais furent tués, et 4 000 emprisonnés.

Cet épisode héroïque de l'histoire timoraise ne devait jamais s'effacer de la mémoire des habitants de l'île, et DOM BOAVENTURA est considéré aujourd'hui comme le père du nationalisme timorais. Les révolutionnaires du FRETILIN qui, dans leur lutte pour l'indépendance de Timor Oriental, se réclament de l'exemple de DOM BOAVENTURA, ont vu sa veuve, malgré son grand âge, rallier leurs rangs. Elle vit actuellement, âgée de plus de quatre-vingts ans dans les montagnes du centre de Timor Oriental, au coeur de la zone contrôlée par le FRETILIN.

⁂

Le Portugal étant resté neutre dans la seconde guerre mondiale, Timor Oriental aurait dû rester à l'écart de la guerre du Pacifique. En fait, il en alla très différemment. Les Hollandais, estimant que Timor, de par sa position stratégique, était une pièce essentielle de la défense des Indes Néerlandaises, et les Australiens, décidés à ne pas abandonner aux Japonais une île qui aurait constitué le point de départ idéal d'un éventuel débarquement nippon en Australie (Darwin, capitale du Nord de l'Australie, n'est qu'à 650 km au sud-est de Timor) décidèrent de violer la neutralité portugaise. Impuissant, le gouvernement de SALAZAR se résigna à la présence de 400 commandos australiens dans sa colonie.

Ces commandos, retranchés dans les montagnes, résistèrent pendant dix-huit mois à 20 000 Japonais, menant, avec l'aide de la population, une guérilla qui préfigure celle que mène actuellement le FRETILIN contre les Indonésiens. Si les pertes des Australiens furent légères, celles des Japonais furent très lourdes (mourut notamment dans une embuscade l'un des meilleurs généraux japonais, le "Tigre de Singapour" - le jour même de son arrivée à Timor).

Cette résistance acharnée permit aux troupes alliées de se ressaisir, et contribua à briser l'élan japonais. Aujourd'hui encore, Timor est considéré comme le "Verdun Australien", ce qui explique que de nombreux Australiens, anciens combattants en tête, réagirent sentimentalement lors de l'invasion de Timor Oriental par l'Indonésie et organisèrent des réseaux d'aide -il fut même question de l'envoi de volontaires- au FRETILIN; cela, bien que,comme on l'imagine, il y ait plus que des nuances politiques entre un guérillero d'un mouvement de libération du Tiers-Monde et un ancien combattant australien...

L'occupation japonaise fut effroyable. Les occupants, raflant les réserves de vivres, organisèrent une famine qui fit plus de 40 000 victimes. Les statistiques de population de Timor Oriental témoignent des épreuves que subit le peuple timorais:

population de Timor Oriental:[1]

1930: 472 000 habitants
1946: 403 000 habitants

Les plaies du Timor Oriental mirent d'autant plus de temps à se refermer que la métropole portugaise, toujours aussi peu soucieuse de sa si lointaine colonie, ne mit aucun empressement à la reconstruction et au relèvement de l'île.

La fin du colonialisme néerlandais et l'intégration du Timor hollandais dans la République d'Indonésie n'eurent que peu d'échos au Timor Oriental. Le Président indonésien, Ahmed SOEKARNO, malgré son nationalisme agressif, considérait que son pays devait regrouper toutes les anciennes Indes Néerlandaises, mais elles seules, et l'ardeur qu'il mit à récupérer l'éphémère République des Moluques du Sud et l'Irian-Jaya contraste avec son total désintérêt pour le Timor portugais. Et, quand en 1959 éclata à Viqueque, au sud de la colonie portugaise, une révolte pro-indonésienne, elle fut écrasée dans l'indifférence générale , par l'armée portugaise, au prix d'un nombre de morts évalué entre cinq cents et mille.

Le dernier acte du colonisateur portugais fut, à la suite de la réforme constitutionnelle promulguée par Monsieur Marcello CAETANO, l'élection d'une assemblée législative à Timor Oriental, promu région autonome de la république portugaise. Ce scrutin se déroulant dans le

1). chiffres donnés par Peters HASTINGS dans: "The Timor Problem", cité par la revue "Décolonisation".

cadre d'un système de parti unique, et avec une très faible participation électorale, il va sans dire que ces élections qui se passèrent en 1972, n'amenèrent aucun changement dans la vie des Timorais.

LES CONSEQUENCES A TIMOR ORIENTAL
DU COUP D'ETAT PORTUGAIS
DU 25 AVRIL 1974

1. L'ORINE DES PARTIS POLITIQUES EST-TIMORAIS.

Plus encore que dans le Portugal continental, et dans les autres colonies portugaises, les quarante-huit années du régime fasciste de SALAZAR et CAETANO avaient fait un vide politique total au Timor Oriental. Cette lointaine possession ne comptait ni un parti communiste clandestin, mais puissant comme le PCP d'Alvaro CUNHAL, ni de brillantes personnalités en exil, comme Mario SOARES, ni un mouvement de libération d'importance reconnue, comme le FRELIMO mozambicain, ni un leader nationaliste d'envergure, comme le guinéen Amilcar CABRAL.

Aux lendemains du 25 avril, la colonie est-timoraise ne comptait qu'une assemblée législative somnolente, une administration coloniale totalement dévouée au régime de CAETANO, un prolétariat rural et urbain amorphe et apolitique, quelques diplômés frais émoulus des universités de Lisbonne et Coïmbra, et autant d'admirateurs du régime militaire indonésien. C'est pourtant de ce quasi-néant qu'allaient se dégager les trois principales tendances politiques est-timoraises: la droite spinoliste, la gauche nationaliste et les partisans de l'union avec l'Indonésie.

L'émergence de ces trois tendances fut facilitée par l'attitude du nouveau gouvernement militaire vis-à-vis des colonies. La volonté réformiste qu'avait affichée Antonio DE SPINOLA, quand il n'était que l'adjoint du chef d'état-major de l'armée portugaise, dans son livre "Le Portugal et son avenir" se trouva confirmée quand il fut promu à la Présidence de la République. Il fit savoir que la politique du Portugal à l'égard de ses colonies allait se modifier, et précisa le 16 mai 1974 qu'il s'agissait bien d'accorder le droit à l'autodétermination aux habitants des colonies portugaises d'Afrique, de Macao et de Timor.

En application des directives du nouveau gouvernement, le colonel Fernando ALDEIA, gouverneur civil et militaire de Timor Oriental autorisa, le 28 mai 1974, les Timorais à s'organiser en partis politiques, dans le but de décider de leur avenir dans le cadre d'un référendum prévu pour le 13 mars 1975.

Dans l'esprit de ses initiateurs, ce référendum devait offrir trois options aux Timorais de l'est:

1) Timor Oriental deviendrait un territoire autonome fédéré au Portugal

2) Timor Oriental deviendrait un Etat libre et indépendant (avec ou sans maintien de liens spéciaux avec l'ancien colonisateur)

3) Timor Oriental serait intégré à l'Indonésie.

Précisément, ce fut autour de chacune de ces options que s'organisèrent les partis politiques est-timorais: l' UDT fédéraliste, le FRETILIN indépendantiste et l' APODETI pro-indonésienne.

⁂

L'Union Démocratique de Timor (UDT):

Officiellement fondée le 11 mai 1974 par un groupe de vingt-trois personnes, l'UDT était un parti qui présentait peu d'hommes nouveaux dans son équipe dirigeante, et ne préconisait pour l'avenir de Timor Oriental qu'un minimum de changements. Parmi les membres fondateurs de l'UDT se trouvaient trois anciens adhérents de l'Action Nationale Populaire (ANP), parti unique du dictateur déchu CAETANO, dont son Président, Mario CARRASCALAO, métis et riche planteur de café. Il fut rapidement remplacé à la tête du parti par une personnalité moins voyante, Francisco LOPES da CRUZ, directeur de "A Voz da Timor", l'unique journal de la colonie, tandis qu'un fonctionnaire lié aux milieux d'affaires de la colonie, Domingos de OLIVEIRA, prenait le poste de secrétaire général.

Les autres cadres de l'UDT étaient d'une origine sociale analogue: planteurs de café, hauts et moyens fonctionnaires coloniaux. Parti de l'oligarchie coloniale, l'UDT bénéficia pour cette raison de l'appui massif de la petite colonie portugaise et, pour des raisons idéologiques, du soutien de l'active communauté chinoise.

L'UDT, puissamment aidée par le gouverneur ALDEIA qui répartissait subventions et temps d'antenne à la radio avec une partialité tout à fait dépourvue de complexes, devint très vite le parti le plus influent de Timor Oriental. De nouveaux chefs de village, prébendiers du système colonial,obtinrent pour l'UDT le soutien de leurs administrés. Ainsi ce parti de la droite portugaise réussit à s'implanter au sein des plus pauvres communautés indigènes.

Le programme originel de l'UDT provenait en droite ligne de l'ouvrage de SPINOLA, "le Portugal et son avenir". Il préconisait la disparition de l'ancien système colonial au profit d'une communauté des Etats lusophones, l'autonomie de gestion pour le territoire, et une accélération de son développement social, culturel, économique et politique.

Le Front Révolutionnaire du Timor Oriental Indépendant [1]
(FRETILIN)

Le FRETILIN ou, comme il se nommait à l'origine, l'ASDT (Association Social-Démocrate de Timor) est issu de petits groupes informels de jeunes Timorais, appartenant à l'élite intellectuelle de la colonie, qui se réunissaient vers la fin de la décennie 1960 pour discuter des affaires publiques, du nationalisme et de l'évolution de Timor Oriental. De ces rencontres naquit une organisation clandestine et groupusculaire, inconnue de la quasi-totalité des Timorais et qui, à plusieurs reprises, sollicita sans succès l'aide de l'Indonésie pour lancer une guérilla anti-portugaise depuis le Timor Occidental (il semblerait même que l'Indonésie ait tenu l'administration coloniale portugaise informée de ces menées).

1). en portugais: Frente REvolucionaria de Timor Leste INdependente

Parmi les membres de cette organisation se trouvait José Ramos HORTA, journaliste à "A Voz de Timor", déjà exilé au Mozambique en 1970 pour ses opinions et qui allait être expulsé du territoire pour avoir fait des déclarations fracassantes à un journal australien quand arriva le 25 avril. Les autres membres en vue de l'organisation étaient Francisco Xavier do AMARAL, professeur au lycée de Dili et ancien jésuite et Nicolau LOBATO, instituteur.

Quand, aux lendemains du 25 avril, éclata la grève des fonctionnaires coloniaux de Dili, qui se généralisa rapidement à tout le territoire, José Ramos HORTA et ses camarades contribuèrent à l'organisation du premier mouvement social de la colonie en créant le Comité de Défense du Travail. La réussite de cette grève (une augmentation des salaires de 50 % en moyenne avait été obtenue) valut un afflux d'adhésions au parti issu du Comité de Défense du Travail, l'ASDT.

Au cours de l'été 1974, l'ASDT, dont Xavier do AMARAL avait pris la présidence, se trouvait forte d'environ un millier de militants. Son influence, importante dans les milieux intellectuels et la peu nombreuse classe ouvrière, ne dépassait pas Dili et Baucau.

C'est alors que, sous l'influence d'étudiants rentrés du Portugal et de militaires revenant des colonies d'Afrique, l'ASDT, réunie en assemblée générale le 12 septembre 1974 décida de disparaître en tant que parti politique pour se transformer en un front révolutionnaire, le FRETILIN.

Le manifeste du FRETILIN, prévu pour rassembler sur une base minimum toutes les forces nationalistes et anticoloniales, revendiquait "le droit à l'indépendance" et exigeait "la participation immédiate des Timorais compétents à l'administration et au gouvernement local" ainsi que "le rejet du colonialisme et la lutte active contre le néocolonialisme".

Malgré la modération de ses thèses, plus nationalistes que révolutionnaires, le FRETILIN eut vite la réputation d'un mouvement extrémiste de gauche auprès de la bourgeoisie portugaise, effrayée par la rhétorique enflammée de José Ramos HORTA, le style "Sierra Maestra" de nombre de militants, et même par l'assonance entre le FRETILIN et le FRELIMO mozambicain...

Par contre, auprès de la paysannerie timoraise, le FRETILIN connut un succès foudroyant que n'avait pu obtenir l'ASDT, trop marquée par ses origines urbaines et intellectuelles petites-bourgeoises. S'inspirant avec succès des guérillas africaines, les militants du FRETILIN lancèrent dans les zones rurales des campagnes d'alphabétisation, impulsèrent la création de brigades sanitaires et de coopératives agricoles.

Le développement du FRETILIN sur ces nouvelles bases fut spectaculaire dans tout le pays. Son premier meeting public, qui se tint à Dili le 12 septembre, rassembla 20 000 personnes. Un mois après sa création, le FRETILIN revendiquait 80 000 adhérents.

L'Association Populaire Démocratique de Timor (APODETI)

Comme l'UDT et l'ASDT, l'APODETI fut fondée en mai 1974. Dans l'esprit de ses promoteurs, ce mouvement devait s'appeler "Association pour l'intégration de Timor à l'Indonésie", ce qui fut refusé par les autorités portugaises. Son président Arnaldo dos REIS ARAUJO se targuait d'un passé de martyr du nationalisme timorais pour avoir passé vingt-neuf ans dans les geôles portugaises, en oubliant toutefois de préciser que cette peine lui avait été infligée pour ... collaboration avec les Japonais[1].

Seul parti est-timorais à avoir prôné dès sa création l'intégration du territoire avec l'Indonésie, l'APODETI expliquait les raisons de ce choix dans son manifeste: étant donnée "l'absence de maturité politique et économique de Timor" et "la contiguïté ethnique, culturelle et géographique de Timor avec l'Indonésie", l'APODETI revendiquait "la libre intégration dans la République d'Indonésie en accord avec le droit international".

La base sociale de l'APODETI est assez indéfinie. La majorité des observateurs s'accorde à y voir:

- des vétérans du soulèvement pro-indonésien de 1959.
- des frontaliers appartenant à des tribus coupées en deux par la ligne de démarcation entre le Timor indonésien et le Timor portugais.
- des catholiques influencés par l'évêque de Kupang, farouche partisan de la réunification de l'île.
- une fraction de la minorité musulmane, désireuse

---

1). revue "Décolonisation", page 10.

d'intégrer Timor-Oriental à l'Indonésie, où l'Islam est la religion prépondérante[1].

o
o o

Ces trois partis, UDT, FRETILIN et APODETI, qui allaient au fil des mois devenir des ennemis acharnés, étaient pourtant d'accord sur un certain nombre de principes communs:

- la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés individuelles.
- le maintien du système de la libre-entreprise.
- l'institution de mesures visant à réduire les inégalités sociales.
- l'absence de toute discrimination à l'encontre de la communauté chinoise, en même temps que la mise au point d'une politique tendant à encourager une participation accrue des Timorais dans l'industrie et le commerce.
- le développement du commerce extérieur, de l'aide et des investissements étrangers.
- la lutte contre toute forme d'impérialisme et de néo-colonialisme.

Outre ces trois partis, de loin les plus importants, deux autres partis politiques, à vrai dire d'

1). une autre fraction de la minorité musulmane a suivi Mari ALKATIRI au FRETILIN, où elle soutient des positions d'extrême-gauche.

une représentativité douteuse, allaient être créés par la suite, à la fin de 1974, le KOTA et le parti travailliste.

Le KOTA (abréviation en tetum de: Association Populaire Monarchiste Timoraise), surnommé complaisamment par ses dirigeants "les fils des guerriers", se rattache à la tradition des Liurais et réclame la création au Timor Oriental d'une monarchie constitutionnelle, le roi devant être choisi parmi les descendants des sultans qui gouvernaient Timor avant la colonisation. Le très folklorique président de ce mouvement, José MARTINS, qui d'ailleurs correspond parfaitement aux critères définis par lui-même pour être roi du Timor Oriental, est un ancien officier de l'armée coloniale.

Le parti travailliste, dont la totale inexistence fait la joie des commentateurs (DAN GOGGIN, de la Far Eastern Economic Review, insinue qu'on ne lui connaît que deux adhérents...), réclame pour Timor Oriental l'indépendance, la démocratie et la justice sociale, et se veut le parti de la classe ouvrière est-timoraise.

o o o

2. LA REPRESENTATIVITE DES FORCES POLITIQUES DE TIMOR ORIENTAL.

Le problème de la représentativité de ces différents courants politiques, essentiel pour qui veut porter un jugement sur le conflit qui va éclater, est extrêmement difficile à résoudre.

En effet, une extrapolation des tendances enregistrées lors de l'époque coloniale n'aurait aucune signification. Ces votes - l'élection d'un député au Parlement de Lisbonne, des membres de l'Assemblée Législative et des douze conseils municipaux- se faisaient dans le contexte d'un système monopartidaire, et selon un système restreignant l'expression électorale aux seuls citoyens portugais pouvant lire et écrire en portugais (et non en tetum), ce qui, en clair, ne donnait le droit de vote qu'à la petite colonie européenne.

De plus, on ne dispose pour la période récente d'aucune liste électorale digne de foi, et les imprécisions du recensement privent les observateurs de données de base fiables.

C'est pourquoi les tendances d'un électorat considérablement accru par l'instauration du suffrage universel, et se prononçant dans le cadre d'un système pluripartidaire ne peuvent en aucune façon être déduites des scrutins de l'époque coloniale.

De même, étant donné qu'aucun institut de sondages n'a jamais existé au Timor Oriental, on ne dispose pas non plus d'indications sur les intentions de vote des Timorais de l'Est, et sur la popularité respective des partis.

Les indications fournies par les partis eux-mêmes sont des plus sujettes à caution. Ainsi, en décembre 1974, l'UDT et le FRETILIN revendiquaient chacun 200 000 adhérents (sur une population, rappelons-le, estimée à 670 000 habitants et, au surplus, largement apolitique). Sans mettre en doute les affirmations de ces deux partis, il convient tout de même de rappeler que 200 000 cartes placées ne signifient pas nécessairement 200 000 militants convaincus, et qu'au surplus, il est probable que nombre de Timorais de l'Est avaient pris en même temps la carte des deux organisations pour être assurés, quoiqu'il arrive, de se retrouver du bon côté. Les dirigeants de l'UDT étaient d'ailleurs si convaincus de ce phénomène qu'ils tentèrent de faire un recensement, à l'intérieur de leur fichier d'adhérents, des militants réels sur lesquels ils pouvaient compter.

La seule méthode à peu près fiable, en définitive, et qui est celle qu'ont choisi notamment le secrétariat de l'ONU dans son document de travail sur Timor, le service de recherches du parlement australien et le professeur néo-zélandais J.S.HOADLEY[1], consiste à confronter les rapports d'observateurs de diverses tendances, et leurs observations sur l'implantation locale des partis, l'accueil réservé aux militants par les villageois, l'affluence aux meetings.

---

1). voir revue "Décolonisation", page 9, note 28.

La plupart des études ainsi menées, à l'exception du livre blanc publié par le gouvernement indonésien qui insiste, pour des raisons de propagande, sur l'importance de l'APODETI et minore le FRETILIN, aboutissent à des conclusions similaires:

1. L'UDT et le FRETILIN sont,et de très loin, les partis les plus représentatifs; les trois autres partis se partageant une fraction assez faible de la faveur populaire.

2. Durant l'année 1974, l'UDT était le parti le plus populaire au Timor Oriental. Cette avance s'expliquait par:

- la notoriété de ses dirigeants (le rédacteur en chef du journal de l'île,le maire de Dili, des grands planteurs de café).
- l'appui ouvert du gouverneur ALDEIA.
- la grande influence auprès des masses rurales des Liurais gagnés à l'UDT.

3. Le FRETILIN a, peu à peu, comblé le retard qu'il avait sur l'UDT et, au début de l'année 1975, il était devenu le plus grand parti du territoire. Les raisons discernables de cette avancée sont:

- en novembre 1974, le très conservateur gouverneur ALDEIA fut limogé par les autorités portugaises. Le nouveau gouverneur, le colonel Mario LEMOS PIRES, secondé par quelques officiers membres du MFA comme les majors Francisco MOTA et Costa JONATAS, cessa d'aider uniquement l'UDT qui perdit de ce fait son caractère de parti "officiel".

- la décadence rapide de l'UDT dont beaucoup de sympathisants, déçus par son absence de politique claire, sa tiédeur vis-à-vis de l'indépendance du territoire et ses liens trop marqués avec l'ancien régime, rallièrent le FRETILIN.
- la très vigoureuse campagne de Xavier do AMARAL, de José Ramos HORTA et de leurs camarades, notamment en direction des campagnes, permit au FRETILIN de gagner une implantation solide dans tout le territoire.

4. L'APODETI, malgré la prétention de ses dirigeants de représenter 70 % des Timorais de l'Est, se classe troisième, loin derrière les deux grands de la politique est-timoraise. Son implantation se limite géographiquement à Dili et au district frontalier d'Atsabe, dont le Liurai est un dirigeant du parti.

5. Enfin viennent le KOTA et le Parti Travailliste dont l'inexistance est confirmée par tous les observateurs.Le nombre d'adhérents du KOTA est estimé par le FRETILIN à 138, tandis que le Parti Travailliste semble n'avoir existé uniquement que pour fournir une caution "progressiste" à l'invasion indonésienne.

⁂

3. DE LA COALITION A LA GUERRE CIVILE.

Au Portugal, l'échec de la manifestation dite "de la majorité silencieuse" qui devait appuyer la politique modérée du général de SPINOLA, entraîna l'effacement de SPINOLA et son remplacement à la tête de l'Etat par son ancien supérieur hiérarchique, le général Costa GOMES.

La nouvelle équipe dirigeante, d'orientation nettement radicale, décida entre autres l'accélération du processus de décolonisation. Pour appliquer cette politique, le gouvernement portugais limogea le gouverneur ALDEIA, mis en place par l'ancien régime et spinoliste convaincu, et nomma un nouveau représentant à Timor Oriental, le colonel Mario LEMOS PIRES.

LEMOS PIRES et son entourage de jeunes officiers du MFA arrivèrent en novembre, avec pour mission de préparer le chemin à une décolonisation progressive, en mettant sur pied un gouvernement de coalition à l'image de ce que l'amiral Rosa COUTINHO tentait de faire en Angola. Leur premier projet fut d'instituer, avec la collaboration des trois principaux partis, un Conseil de Gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes, en laissant au second plan les divergences politiques.

Cette tentative avorta en raison du double refus de l'APODETI qui ne voulait pas entendre parler d'autre chose que d'un échéancier conduisant à l'annexion par l'Indonésie, et du FRETILIN qui argua du trop grand nombre d'anciens salazaristes pressentis pour ce Conseil.

L'entente entre le FRETILIN et l'équipe de LEMOS PIRES fut cependant meilleure sur d'autres plans. Le nouveau gouverneur, entendant rompre avec la politique de son prédécesseur, décida de mettre fin aux rapports privilégiés entretenus entre l'administration portugaise et l'UDT, et de collaborer avec tous les partis estimés représentatifs. Le KOTA et le Parti Travailliste ayant été jugés pratiquement inexistants par le gouverneur, et l'APODETI refusant toute aide du gouvernement portugais, ce changement profita uniquement au FRETILIN. Celui-ci se vit gratifié d'une subvention qui bientôt dépassa celle accordée à l'UDT, et put participer aux équipes de "dynamisation culturelle" que les Portugais envoyaient dans les campagnes.

La lune de miel entre l'administration portugaise et le FRETILIN fut facilitée par l'assouplissement des positions de ce dernier, qui acceptait le Portugais comme langue officielle de Timor Oriental. Fait plus important encore, le FRETILIN se ralliait au plan portugais consistant à laisser en place l'administration coloniale durant la période de transition, et abandonnait sa revendication d'une indépendance immédiate pour ne plus la réclamer qu'après un délai de cinq à dix ans estimé nécessaire pour que les Portugais installent l'infrastructure nécessaire à la viabilité économique du territoire.

L'UDT, de son côté, abandonna sa thèse de la communauté des états lusophones pour se rallier à la revendication de l'indépendance à terme.

Le dernier point de divergence entre les deux partisrestait le mode d'élection de l'assemblée territoriale. Ce dernier désaccord fut levé et, le 22 janvier 1975, l'UDT et le FRETILIN annoncèrent leur alliance dans un communiqué. La teneur de cetexte, rapportée par J.S. HOADLEY[1], était la suivante:

- formation d'un comité composé à part égale de représentants de l'UDT et du FRETILIN.
- ce comité aurait la responsabilité de toutes les activités politiques sur le territoire (y compris les allocations de temps d'antenne à la radio, et la rédaction de l'information politique officielle) durant la période de transition vers l'indépendance.

Il n'y était nulle part fait mention de l'élection d'une assemblée territoriale constituante. Et, de fait, les affirmations autant que les omissions de ce texte avaient une signification politique claire: les deux partis signataires revendiquaient le monopole de la représentation et de l'expression politique des Timorais de l'Est durant la période de transition, rejetaient l' APODETI dans une opposition muette, et repoussaient l' idée de l'intégration de Timor-Oriental dans tout autre Etat, et plus particulièrement l'Indonésie. Enfin, les autres partis politiques (KOTA, Parti TRavailliste, ou d'autres partis à venir) se voyaient offrir de participer à la coalition, moyennant acceptation de sa plate-forme.

°
° °

1). dans "The Future of Portuguese Timor",
ISAS Presses, Singapour.

L'évolution de la situation apparut dès lors prometteuse aux Portugais. La formation d'un gouvernement de coalition Portugal-UDT-FRETILIN, où chaque camp comptait un tiers de rerésentants, se fit sans encombre. Le gouverneur LEMOS PIRES pouvait alors se croire l'artisan d'une décolonisation en douceur, appuyée par la grande majorité des citoyens concernés, au moment même où l' Angola commençait à basculer dans l'anarchie.

Cette période du gouvernement de coalition Portugais-UDT-FRETILIN vit l'Indonésie commencer à faire sentir son poids. Un montage savamment agencé de déclarations nationalistes des généraux au pouvoir à Djakarta, alternant avec des campagnes de presse anti-UDT, anti-FRETILIN et anti-portugaises firent monter une tension qui ne décrût qu'en mars, après une visite à Djakarta du gouverneur LEMOS PIRES, suivi de missions de l'UDT et du FRETILIN.

Deux mois plus tard, en mai 1975, le gouvernement portugais proposa aux trois principaux partis politiques est-timorais un plan de décolonisation du territoire. Dans ce plan, le Portugal reconnaissait le droit de Timor Oriental à l'indépendance, et proposait la mise en place en octobre d'un gouvernement transitoire et d'une assemblée consultative élue par les autorités locales qui décideraient alors du mode d'élection d' une assemblée constituante.

Les discussions qui devaient s'ouvrir à Dili, le 7 mai, en présence d'un envoyé extraorinaire du gouvernement portugais, le commandant Victor ALVES, un des membres les plus influents du MFA, furent reportées au mois de juin, en raison du refus de l'APODETI d'y participer. Dand l'intervalle, la coalition UDT-FRETILIN se brisa.

Les raisons de la rupture entre les deux partis sont complexes. L'UDT avait décidé de se rapprocher du FRETILIN quand l'effacement de SPINOLA avait rendu peu crédible son projet de communauté lusophone. Le FRETILIN pensait, en modérant sa position, gagner l'appui du gouvernement portugais et mener à bonne fin le processus de décolonisation en évitant l'isolement international. Enfin, les deux partis pensaient, en se coalisant, conjurer la menace d'un "Anschluss" de la part de l'Indonésie.

Ce rapprochement se révéla trop circonstanciel, et l'alliance de ces deux partis que trop de choses séparaient achoppa sur toute une série de problèmes. Et d'abord sur l'évolution très rapide du rapport de forces au sein de la coalition. Tant que les partenaires étaient d'un poids politique comparable, l'UDT, parti des milieux d'affaires de Timor Oriental, pensait compenser les velléités socialisantes du FRETILIN. En fait la coalition, loin de paralyser le FRETILIN, lui donna un surcroît de dynamisme.

Des membres de l'UDT, déçus de l'irrésolution de leurs dirigeants et de la tiédeur de leurs sentiments indépendantistes, et rassurés par la façon dont les jeunes gens du FRETILIN assuraient leurs fonctions au sein du gouvernement de coalition, changèrent carrément de parti.

De leur côté, les militants du FRETILIN multipliaient les initiatives: création de deux écoles d'alphabétisation et de conscientisation, inspirées des travaux du Brésilien Paulo FREIRE; renforcement de l'audience du parti au sein des écoles secondaires par la création de l'Union Nationale des Etudiants Timorais (UNETIM). Les cadres du FRETILIN sillonnaient les campagnes, partageant la vie des paysans, créant des écoles et des dispensaires, aidant à la mise en place des premières coopératives de production dans la région de Bazaar Tete.

Face à cet activisme, l'UDT perdait complètement pied. Un de ses soutiens les plus sûrs, la colonie chinoise, quittait l' île par bateaux entiers à destination de l'Australie,effrayée par les projets du FRETILIN de création de magasins coopératifs, et peu confiante dans la capacité de l'UDT à défendre efficacement la liberté d'entreprendre.

La politique à adopter à l'égard des investissements étrangers était également une source de désaccord entre les deux partis, l'un voulant les réglementer, l'autre proposant de les attirer par une réglementation favorable.

Ce ne furent pourtant pas ces divergences de vue qui fournirent le motif officiel de la rupture, qui survint après que l'UDT aie publiquement accusé certains officiers du MFA[1] délégués à Timor de soutenir le FRETILIN et de lui constituer des réseaux de soutien au sein de l'armée coloniale. L'UDT, de plus, exigea que Xavier do

1). les majors MOTA et JONATAS.

AMARAL, qu'elle dénonçait comme étant un ancien indicateur de la PIDE[1], donne sa démission de la présidence du FRETILIN.

Le FRETILIN répondit en assurant que l'UDT, en la personne de son vice-président Cesar MOUSINHO, avait négocié l'appui de l'Indonésie contre un ralliement partiel à l'idée d'annexion.

° ° °

Quand, à la mi-juin, les pourparlers entre le gouvernement portugais et les partis politiques est-timorais reprirent à Macao, on assista à un chassé-croisé par rapport à la précédente réunion de Dili.

L'APODETI, rassurée par les bonnes relations qui s'étaient nouvellemnt créées entre l'UDT et le gouvernement de Djakarta, décida de participer à la conférence que boycotta le FRETILIN, à la fois pour protester contre la présence de l'APODETI, et contre une certaine évolution hostile à l'indépendance qu'il croyait déceler chez les officiels portugais. L'ensemble des participants à la conférence s'accorda pour estimer que l'absence du FRETILIN retirait sa raison d'être, qui était la recherche d'un consensus, à la conférence, et on ne tint que des entretiens bilatéraux entre les Portugais et les représentants des partis présents.

---

1). police secrète du régime de SALAZAR et CAETANO.

A la suite de ce semi-échec, l'UDT et l'APODETI sommèrent le Portugal de prendre des mesures fermes à l'encontre du FRETILIN, accusé de faire obstruction au processus de décolonisation. Portant, la conférence de Macao ne fut pas entièrement vaine, puisqu'à l'issue de ces entretiens, le gouvernement portugais promulgua la loi constitutionnelle 7/75 définissant le cadre du processus de décolonisation de Timor-Oriental.

Cette loi prévoyait la formation d'un gouvernement transitoire chargé de préparer l'élection d'une assemblée populaire en octobre 1976. Le gouvernement transitoire devait être composé d'un Haut Commissaire nommé par le Portugal et de cinq membres dont deux représenteraient le Gouvernement portugais, les trois autres devant être choisis parmi des représentants des partis politiques du territoire.

La loi prévoyait aussi la formation d'un conseil de gouvernement transitoire, organe consultatif composé de deux membres élus par chaque conseil régional et de quatre membres nommés par chaque parti politique.

L'Assemblée Populaire, qui devait être élue au suffrage direct et universel au scrutin secret, devait être chargée de déterminer le statut futur du territoire . La souveraineté du Portugal prendrait fin en octobre 1978, à moins qu'un autre accord ne soit conclu entre le Gouvernement Portugais et l'Assemblée Populaire.

La réaction du FRETILIN à cette loi constitutionnelle fut vive et immédiate. Il demanda au Portugal de réaffirmer et de garantir sa volonté d'accorder une indépendance totale à Timor Oriental. D'autre part, le FRETILIN refusa de nommer des délégués au gouvernement transitoire et décida d'intensifier ses activités en vue des futures élections. Son implantation s'était encore accrue, et il avait remporté la quasi-totalité des sièges lors de l'élection des chefs de village et des administrateurs de district organisée par les Portugais au mois de juin.

Les autres partis est-timorais ne restaient pas non plus inactifs. L'UDT et l'APODETI poursuivaient leur rapprochement. L'UDT lança d'autre part une offensive diplomatique qui aboutit à la formation de comités soutenant son action à Macao, en Australie et au Japon. Des investisseurs japonais prirent contact avec M. Lopez da CRUZ, président de l'UDT, et lui soumirent des plans visant à développer le Timor Oriental.

Les contacts les plus intenses, toutefois, étaient ceux qui se développaient avec l'Indonésie. Des missions de l'UDT se succédèrent durant tout le mois de juillet et le début du mois d'août à Kupang et à Djakarta. Cette politique de rapprochement étroit avec le gouvernement indonésien, pour lequel l'UDT nourrissait peu de temps auparavant la plus grande méfiance, semble lui avoir été inspirée par les constatations suivantes:

1. la rupture avec le FRETILIN était maintenant irrémédiable.

2. il n'y avait pas de place pour les projets de l'UDT

de "promotion des compradores timorais" dans le socialisme coopératif que semblait vouloir instaurer le FRETILIN.

3. enfin, les dirigeants de l'UDT étaient parvenus à la conclusion que les Indonésiens ne laisseraient Timor Oriental accéder à l'indépendance qu'à la condition que le nouveau gouvernement suive une ligne anti-communiste militante, ce qui pratiquement excluait toute indépendance sous l'égide du FRETILIN.

Sans enthousiasme, les dirigeants de l'UDT décidèrent donc d'opter pour l'alliance avec l'Indonésie. M.Lopez da CRUZ justifia le 6août ce choix dans ces termes: "Nous sommes réalistes, si nous voulons être indépendants, nous devons suivre la ligne politique de l'Indonésie; hors de cette voie, notre indépendance ne durerait qu'une semaine ou tout au plus un mois"[1].

Sentant que la situation lui échappait de plus en plus, et désirant autant éviter l'indépendance sous l'hégémonie politique du FRETILIN, que l'annexion par l'Indonésie, l'UDT décida alors de jouer sa dernière carte.

Dans la nuit du 10 au 11 août 1975, des militants armés de l'UDT s'emparèrent des points stratégiques de Dili et Baucau, marquant ainsi le début de la guerre civile à Timor Oriental.

1). New York Times du 12 août 1975; cité par l'ouvrage de Marcel ROGER et la revue "Décolonisation".

LA GUERRE CIVILE

Le putsch de l'UDT ne fut pas une surprise pour grand monde. Ni pour les dirigeants du FRETILIN qui avaient fui dans les collines avoisinant Dili, ni pour les Portugais qui avaient consigné leurs troupes, ni probablement pour le gouvernement indonésien. D'autant plus que ce coup de force était survenu après une série d'actions de formes diverses menées par l'UDT les jours précédents.

Le 7 août, l'ensemble des dirigeants de l'UDT était venu en délégation auprès du gouverneur Lemos PIRES pour exiger le rapatriement des majors MOTA et JONATAS. Le lendemain l'UDT, déçue par la fin de non-recevoir opposée par le gouverneur à sa requête, organisa une grève générale à Dili qui paralysa le commerce. Enfin, le 10 août, quatre mille militants et sympathisants du parti défilaient dans la capitale est-timoraise.

Ce fut ce soir-là que l'UDT fit son coup de force. Après s'être assurée la neutralité bienveillante du chef de la police portugaise, le lieutenant Maggiolo BOUVEIA, qui passa cette nuit cruciale... au siège de l'UDT, les putschistes occupèrent les commissariats de la ville, s'emparèrent des armes des policiers, puis occupèrent le port, le terrain d'aviation, l'émetteur de Radio-Dili et les autres points stratégiques de la capitale. Un coup de main simultané leur permit de s'emparer de Baucau et de son aéroport.

Dans les premières heures de la matinée, un militant de l'UDT pouvait annoncer à la radio que son parti était totalement maître de la situation.

Conscients pourtant que la réussite de leur coup de force (qui avait été préparé avec un amateurisme touchant: ainsi ses objectifs avaient été choisis quarante-huit heures auparavant lors d'une assemblée générale des militants, ce qui explique que le territoire entier ait été au courant des projets des comploteurs) était uniquement due à l'absence de réactions de l'armée portugaise, les dirigeants de l'UDT adoptèrent des positions modérées.

Ils convoquèrent une réunion sur l'avenir de Timor-Oriental à laquelle ils convièrent les Portugais et le FRETILIN. Leur but était, semble-t-il,d'obtenir du gouverneur Lemos PIRES l'expulsion de ses conseillers de gauche, et du FRETILIN l'épuration de ses éléments les plus radicaux, afin de pouvoir, en opérant un rassemblement des modérés, arriver à l'indépendance dans un délai de trois ans sans susciter l'intervention armée de l'Indonésie.

Cette stratégie ne connut qu'un demi-succès. Si le gouverneur accepta de mettre les majors MOTA et JONATAS dans un avion à destination du Portugal, le FRETILIN opposa aux avances de l'UDT une quasi-fin de non-recevoir.

Ce durcissement du FRETILIN causé, d'une part, par l'inaction persistante des Portugais et leur refus de rétablir l'ordre et, d'autre part, par la chasse à ses militants que des membres de l'UDT emprisonnaient ou assassinaient, aboutit à ce que, le 15 août, le comité central du FRETILIN lance un appel à la lutte armée.

Dès le lendemain, des combats ensanglantaient Dili et Baucau, faisant des dizaines de victimes. Le 20, les troupes coloniales, sur la loyauté desquelles le gouverneur Lemos PIRES nourrissait de sérieux doutes, confirmèrent son impression en se mutinant et en ralliant en bloc le FRETILIN, sous le commandement du lieutenant Rogerio LOBATO, frère du vice-président du FRETILIN Nicolau LOBATO.

Ces soldats, au nombre de 5 000, s'emparèrent de l'Etat-Major de l'armée, et des énormes stocks d'armes et de munitions qu'avaient constitué les Portugais (15 000 fusils automatiques G-3, des mitrailleuses, des mortiers, des bazookas et assez de munitions pour soutenir quatre mois de guerre). La contre-attaque du FRETILIN avait commencé.

Les milices de fonctionnaires, de planteurs de café et de commerçants qui composaient l'armée de l'UDT se battirent courageusement, allant jusqu'à improviser une aviation de bombardement en faisant lâcher des explosifs artisanaux sur les positions du FRETILIN par les avions de l'aéro-club de Dili hâtivement transformés. La supériorité militaire du FRETILIN était pourtant écrasante et les troupes de Rogerio LOBATO, qui avaient fait leur jonction avec les maquisards qui tenaient les collines environnant Dili, reconquirent en trois jours la quasi-totalité de la capitale est-timoraise.

Le 24, les forces de l'UDT ne contrôlaient plus que la banlieue ouest de la ville et l'aéroport.

Le 8 septembre, Licacao, principal point d'appui des forces de l'UDT, situé à 25 kilomètres à l'ouest de Dili, se rendait. Le FRETILIN contrôlait alors un territoire en forme de triangle aplati, allant de Baucau à l'est, à Licacao et Maubere à l'ouest, comprenant les deux plus grandes villes du territoire -Dili et Baucau- et approximativement les deux-tiers de la population.

A la fin du même mois, toute résistance organisée au FRETILIN avait pratiquement cessé, à l'exception de quelques accrochages sporadiques dans le secteur d'Atsabe, fief de l'APODETI. Les principaux leaders de l'UDT -CARRASCALAO, Lopez da CRUZ, Domingos OLIVEIRA- et leurs derniers fidèles restèrent quelque temps retranchés dans le vieux fort portugais de Batugade, adossé à la frontière indonésienne, mais finirent par se réfugier au Timor Occidental.

La guerre civile avait duré à peine plus d'un mois. Son bilan était pourtant lourd. Une organisation caritative australienne, l'ACFOA (Australian Council For Overseas Aid) publia un rapport sur l'activité de sa délégation à Timor Oriental en octobre 1975. Ce rapport estimait le nombre des victimes de la guerre civile à deux ou trois mille morts, la plupart d'entre eux dans la région montagneuse du centre de l'île, cinq cents environ à Dili.

Par ailleurs, plusieurs milliers de Timorais de l'est, partisans de l'UDT ou simplement villageois fuyant les combats étaient venus se réfugier dans la partie indonésienne de l'île. Quand les hostilités furent finies, les autorités de Kupang se retrouvèrent avec 20 000 personnes [1] à reloger et à nourrir, ce qui ne contribua pas à réchauffer les relations entre le gouvernement indonésien et le FRETILIN.

---

1). chiffre donné d'après des sources ecclésiastiques signalées par James DUNN.(cf. Timor Informations N°1). Les autorités indonésiennes avancent le chiffre de 40 000 réfugiés.

D'UNE GUERRE A L'AUTRE.

LA BREVE INDEPENDANCE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE TIMOR ORIENTAL.

1. LES LENDEMAINS DE LA GUERRE.

Outre l'UDT, la guerre civile avait fait un deuxième vaincu: le gouverneur portugais. Son attitude indécise lors de la tentative de putsch de l'UDT, son incapacité à obtenir une attitude impartiale de ses subordonnés (qu'ils aient été favorables à l'UDT, comme le chef de la police de Dili, ou au FRETILIN comme les majors MOTA et JONATAS) l'avaient autant déconsidéré que la mutinerie de la quasi-totalité de ses troupes. Privé de ses soldats, isolé dans une ville où l'on s'entretuait, incapable d'assurer la sécurité du personnel civil de l'administration coloniale, il décida le 29 août d'abandonner Dili et de se réfugier avec la colonie portugaise sur l'île voisine d'Atauro, dont les Portugais gardèrent le contrôle jusqu'au mois de décembre.

C'est ainsi que le FRETILIN se retrouva détenir la réalité du pouvoir sur l'ancien Timor portugais (à l'exception de l'île d'Atauro, et de l'enclave d'Oé-Cusse qui était restée aux mains de l'UDT), et que débuta pour le Timor Oriental une période d'indépendance de fait.

Malgré cette quasi-dépossession de ses droits sur le territoire, le gouvernement portugais non seulement ne chercha pas à se débarrasser de ses responsabilités d'ancien colonisateur, mais encore lança une vaste offensive diplomatique afin de renouer les fils de la négociation rompus à Macao.

Le 22 août, alors que la bataille de Dili faisait rage, une mission spéciale, conduite par un éminent politicien portugais et ancien ministre chargé de la coordination interterritoriale, M. Almeida SANTOS, quittait Lisbonne pour l'Indonésie et l'Australie, afin de procéder à un échange de vues sur les perspectives offertes par la décolonisation de Timor Oriental.

La mission portugaise avait également pour but de proposer aux gouvernements australien , malaisien et indonésien la mise sur pied d'une force multinationale de maintien de la paix, composée d'un contingent portugais auquel seraient adjoints des détachements des forces armées de ces trois pays. L'accueil réservé à ces propositions fut assez négatif, à l'exception toutefois des Indonésiens qui proposèrent même de fournir l'essentiel des troupes nécessaires.

En ce qui concernait la reprise des négociations, la perspective d'un accord conclu uniquement entre le Portugal et le FRETILIN, et négligeant l'UDT et l'APODETI fut jugée inopportune par l'Australie et inacceptable par l'Indonésie.

Tirant les conclusions de son voyage,M. Almeida SANTOS proposa aux trois partis de Timor Oriental de reprendre le 20 septembre la conférence avortée de Macao. Cette tentative se heurta au refus du FRETILIN de discuter avec les deux autres partis, et au rejet par l'UDT du préalable portugais de la libération des 23 soldats de nationalité portugaise détenus par ce parti depuis la guerre civile.

Une autre initiative portugaise aboutit à la rencontre le 1er novembre à Rome du ministre des affaires étrangères du Portugal,M. Ernesto Melo ANTUNES avec son homologue indonésien, M. Adam MALIK. A l'issue de leurs entretiens fut publié un communiqué insistant sur la responsabilité du Portugal, en tant qu'autorité légitime du territoire, quant au libre exercice du droit d'autodétermination à bref délai et dans un climat pacifique de la population du Timor portugais. Le communiqué mentionnait aussi la nécessité de sauvegarder les intérêts des pays voisins, et plus particulièrement de l'Indonésie.

De nouvelles tentatives de conciliation entre les trois partis politiques est-timorais auraient dû suivre les entretiens de Rome, mais la rapide aggravation de la situation militaire fit que les efforts des diplomates en restèrent là.

o
o o

Pendant que se déroulaient ces négociations, le FRETILIN s'efforçait de créer une légitimité nouvelle sur les ruines du pouvoir colonial. A l'échelon local, des comités populaires organisaient le redémarrage de la vie économique. La coordination de l'action des différents comités était assurée au niveau national par un conseil où siégeaient des représentants du FRETILIN, de l'armée et des organisations de masse comme l' UNETIM (branche lycéenne du FRETILIN) et l'OPMT[1]

1). Organizaçao Popular das Mulheres do Timor.

(branche féminine du FRETILIN). Ce conseil prit rapidement l'importance d'un véritable gouvernement provisoire de Timor Oriental.

L'état de désorganisation de la vie économique du territoire était tel que les militants du FRETILIN durent se mettre immédiatement à la tâche. Des volontaires réussirent à remettre en marche les principaux services publics, en dépit du fait que 80 % des fonctionnaires de l'administration coloniale avaient fui. Pour remédier à la pénurie alimentaire, la création de coopératives agricoles fut accélérée, et des magasins furent ouverts à l'initiative des comités populaires.

Les observateurs étrangers qui visitèrent Timor Oriental durant cette période s'accordèrent à re connaître que l'ordre était revenu et la sécurité assurée. Le diplomate australien James DUNN, ancien consul général de l'Australie à Timor, insista sur l'adhésion populaire au FRETILIN.

Un autre témoin de cette période, le député australien Ken FRY, qui avait visité Timor Oriental en septembre avec un autre parlementaire, le sénateur Ernst GIETZELT fit en avril 1976, devant le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, la déposition suivante:

"Nous avons trouvé que l'administration du FRETILIN était consciente de ses responsabilités et modérée, et que de toute évidence, elle jouissait d'un fort appui du peuple de Timor Oriental. On s'occupait bien des prisonniers et il convient de souligner que, parmi ceux-ci, se trouvaient des partisans du FRETILIN qui avaient été arrêtés pour manquements à la discipline. Bien que l'administration du FRETILIN eût à faire face à de graves problèmes de ravitaillement et de graves problèmes économiques, l'ordre avait été rétabli et les gens revenaient dans les villages pour s'occuper de leurs récoltes. La guerre civile était terminée... Comme tous les autres Australiens qui se sont rendus dans le Timor portugais au cours de cette période, j'ai éprouvé beaucoup d'admiration pour le Comité central du FRETILIN. J'ai été très impressionné par son esprit de modération, son intégrité et l'intelligence avec laquelle il faisait face à une situation très difficile".[1]

Un écho très différent de la situation au Timor Oriental était donné par la radio indonésienne. Selon ces sources, la guerre civile continuait à sévir, et l'administration du FRETILIN multipliait les exactions à l'égard des partisans des autres partis politiques est-timorais, notamment de la communauté chinoise. Guilhermo GONCALVES, Liurai d'Atsabe et un des dirigeants de l'APODETI fit état du massacre de 300 personnes dans son district par le FRETILIN.

Si personne parmi les observateurs qui se rendirent entre septembre et novembre dans le Timor Oriental n'a pu confirmer qu'on se battait encore à l'intérieur du territoire, les incidents à la frontière indonésienne, par contre, ne cessèrent pratiquement pas.

o

o o

1). revue "Décolonisation".

Les vaincus de la guerre civile, réfugiés dans la moitié occidentale de l'île tentaient de se réorganiser et de reconstituer leurs forces. Francisco Xavier LOPEZ da CRUZ, président de l'UDT, qui avait déclaré à Djakarta au début du mois de juillet que son parti accepterait l'intégration à l'Indonésie, si telle était la volonté du peuple, décida après son sanglant échec de jouer à fond la carte indonésienne.

Le 7 septembre, l'UDT, le KOTA et le Parti Travailliste tinrent un meeting commun dans la ville-frontière de Batugade, au cours de laquelle ils exprimèrent leur désir de voir Timor Oriental intégré à l'Indonésie. Cette volonté fut matérialisée par l'envoi d'une pétition en ce sens au Président indonésien SUHARTO.

Les trois nouveaux alliés décidèrent également de former une coalition intitulée "Mouvement anti-communiste", reprenant partiellement en cela le mot d'ordre du leader UDT Joao CARRASCALAO pendant la guerre civile: "Unité, autodétermination et anti-communisme".[1]

Le 15 septembre, le Gouvernement indonésien confirma que le Président SUHARTO avait bien reçu la pétition du MAC. Le lendemain, le Président déclara que le Gouvernement indonésien accepterait les voeux du peuple est-timorais s'il voulait s'intégrer à l'Indonésie, qu'une telle décision ne saurait être prise qu'après un choix auto-déterminé de la population concernée et que, si tel était le cas, les Timorais de l'Est auraient les mêmes droits et devoirs que les

1). voir page suivante.

1). Sur cette assimilation du FRETILIN à un mouvement communiste, on peut faire trois remarques:

1. rien, ni dans le passé de ses dirigeants, ni dans leurs déclarations, ni dans les textes du FRETILIN, ni dans les relations d'observateurs indépendants ne permet d'étayer cette affirmation.
2. le Premier Ministre australien, M. Gough WHITLAM, s'est élevé le 30 septembre au Parlement contre l'assimilation du FRETILIN à un mouvement communiste, en disant qu'elle ne faisait que freiner les efforts déployés pour résoudre la question est-timoraise.
3. les thèses favorables au FRETILIN ont été soutenues à l'ONU par des Etats aussi peu suspects de communisme que le Brésil, la Bolivie, la Côte d'Ivoire ou les Emirats Arabes Unis.

oooooooooo

autres indonésiens.

La perspective de devenir un jour citoyens indonésiens, correspondant à un souhait formulé en désespoir de cause, ne souleva pas en tout cas des torrents d'enthousiasme chez les militants de l'UDT. Le FRETILIN rapporte que la quasi-totalité des partisans de l'UDT se trouvant encore au Timor Oriental, y compris ceux qui étaient prisonniers, s'opposèrent à ce changement de stratégie et que beaucoup rallièrent leurs adversaires d'hier. Cette affirmation, qui pourrait sembler de pure propagande, est corroborée par les observations de Dan COGGIN, journaliste de la très conservatrice "Far Eastern Economic Review", organe des milieux d'affaires de Hong-Kong, selon lesquelles aucun dirigeant de l'UDT n'envisageait d'aller vivre un jour dans un Timor Oriental indonésien, la plupart parlant d'émigrer en Australie.

Le même Dan COGGIN, visitant le campement de l'UDT à Motaain, non loin de la frontière, ne vit parmi les familles de réfugiés qu'un maximum de deux cents hommes en âge de combattre. Bien que l'UDT ait annoncé que ses troupes avaient repoussé le 24 septembre une attaque du FRETILIN, ses soldats n'avaient pas de poste émetteur, pas de mortier et ne disposaient de munitions qu'en quantité tout à fait insuffisante. Nullement découragés par cette pénurie, les combattants de l'UDT, lors de sa visite, s'entraînaient en tirant sur des noix de coco...

⁂

2. LA PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE ET L'INVASION INDONESIENNE.

L'incident de Motaain, le 24 septembre, semble avoir été le premier incident réellement sérieux opposant les forces du FRETILIN à l'Indonésie. Lors de cet accrochage qui opposa troupes de l'UDT et du FRETILIN, une vingtaine d'obus de mortier explosèrent du côté indonésien de la frontière, faisant des victimes (de trois à sept selon les sources) parmi la population civile. Au cours des quarante-huit heures qui suivirent, d'autres obus s'abattirent en territoire indonésien sans faire de dégâts.

Arguant de ce bombardement, et de divers vols de bétail qui auraient été commis par les troupes du FRETILIN (ce qui au demeurant n'est pas invraisemblable: Dan COGGIN, peu suspect de sympathie pour le FRETILIN, émet l'hypothèse que certains soldats auraient, de leur propre chef, provoqué le bombardement meurtrier du 24 septembre et volé du bétail, en profitant de la discipline relâchée qui régnait dans les troupes de Rogerio LOBATO), l'Indonésie décida de renforcer les unités affectées à la garde des frontières.

A cette pression accrue sur la frontière venait s'ajouter le fait que les côtes est-timoraises étaient depuis le mois d'août l'objet d'un blocus de la part de la marine de guerre indonésienne, justifié par les autorités par la nécessité de prévenir toute intervention étrangère dans le conflit.

Au cours de la première quinzaine d'octobre, les incidents crurent en nombre et en intensité. Le 13 octobre, le ministre indonésien des affaires étrangères, M.Adam MALIK, déclara devant des journalistes que la patience de son gouvernement avait des limites et qu'il passerait à l'action si le FRETILIN continuait de le provoquer.

Trois jours après,le 16 octobre, cinq journalistes australiens trouvaient la mort au cours de violents affrontements à Balibo. Le président de l'UDT, M. Lopez da CRUZ, déclara que ces journalistes étaient des"communistes aidant le FRETILIN", tandis qu'un leader de l'APODETI affirmait que les victimes étaient responsables de leur propre mort.[1]

James DUNN, ancien consul général australien à Dili et actuel directeur du groupe des affaires étrangères au Département de la Recherche du Parlement donne de l'affaire de Balibo une version très différente: "Certains Timorais m'ont donné des informations sur l'incident de Balibo... Il y avait parmi eux des responsables et des Timorais qui m'ont affirmé qu'ils étaient à Balibo le jour de l'attaque durant laquelle les cinq journalistes australiens ont été tués...

...Un leader m'a dit que l'attaque à Balibo et Maliana le 16 octobre 1975 était la première intervention militaire indonésienne importante à Timor, bien qu'auparavant, le 6 octobre, ils aient attaqué Batugade et forcé les troupes du FRETILIN à se retirer à Balibo. Il m'a dit que l'attaque de Balibo et de

---

1). source: revue "Décolonisation".

Maliana était entièrement une opération indonésienne sous le commandement du colonel DADING (plus tard promu Brigadier-général).

L'attaque de Balibo elle-même était sous le commandement d'un major LEO ou LEOS. Quelques Timorais-entre 50 et IOO- accompagnaient les Indonésiens, mais ils avaient uniquement un rôle de porteurs ou de guides. Ils étaient conduits par Tomas GONÇALVES qui, quelques mois auparavant, était un leader de l'APODETI à Timor indonésien...

...Il (un témoin) m'a dit qu'au moins deux journalistes avaient été tués délibérément par les troupes indonésiennes. Il m'a dit aussi que les Indonésiens avaient placé deux des corps derrière une mitrailleuse et les avaient photographiés dans le but d'utiliser cette photographie pour prouver que les journalistes avaient combattu du côté du FRETILIN. Il m'a dit aussi que X était allé à Balibo avec les Indonésiens et avait vu un journaliste tué par un soldat indonésien dont le prénom était, pensait-il, Gabriel. X m'a dit que deux des journalistes avaient été tués à l'intérieur de la maison et les autres à l'extérieur...

...Un autre Timorais m'a dit que X avait accompagné les Indonésiens pendant l'attaque de Balibo. X lui avait dit qu'il avait vu un journaliste par terre en-dehors de la maison et deux autres avec les mains levées. Selon ce Timorais, X lui a dit qu'il avait vu ces deux journalistes tués par les troupes RPKAD".[1]

L'impressionnante concordance des témoignages rassemblés par James DUNN autant que l'insignifiance des explications fournies par l'UDT et l'APODETI permettent de croire que des unités indonésiennes participèrent bien à la prise de Balibo. Le meurtre des journalistes s'expliquerait alors par le souci d'éliminer des témoins gênants.

L'opinion publique australienne fut convaincue de la responsabilité des Indonésiens dans ce massacre, et une forte vague d'indignation eut notamment pour conséquence la décision que prirent les dockers, à la fin du mois de décembre, de boycotter les navires indonésiens.

La pression des forces favorables à l'Indonésie s'accentua au cours des mois d'octobre et novembre. Deux autres bourgades, Maliana et Bobonaro, furent prises peu de temps après Balibo. Ultérieurement, les opérations qui conduisirent à la chute de la ville d'Atabae furent menées, d'après le FRETILIN, avec l'aide d'unités régulières de la marine et de l'aviation indonésienne.

1). ces citations sont extraites du très long article de James DUNN "La situation à Timor Oriental" paru dans Timor Informations N°1.

. Les RPKAD sont des unités de commando parachutistes basées au centre de l'île de Java.

Cette constante dégradation de la situation sur le terrain, s'ajoutant à la certitude, confirmée par le compte-rendu des entretiens de Rome, que le Portugal, conscient de "la nécessité de sauvegarder les intérêts des pays voisins, et plus particulièrement de l'Indonésie" ne s'opposerait pas par les armes à l'Indonésie, conduisit le Comité Central du FRETILIN à proclamer l'indépendance du territoire, dans une fuite en avant désespérée.

Le 23 novembre, à 17h.55, était proclamée la naissance de la République Démocratique de Timor Oriental.

Tout pays indépendant se devant d'avoir un drapeau, un hymne national et un gouvernement, les nouveaux dirigeants de la RDTO s'empressèrent de régulariser la situation.

Le drapeau que se donna la RDTO était assez réussi, avec l'opposition de couleurs rouge, or et noir qu'il présentait.

L'hymne, que l'on joua pour la première fois le 28 novembre à Dili quand s'éleva le drapeau est-timorais, fut intitulé "Patrie, Patrie!" et ressemble à la traduction en tetum d'un discours de Déroulède agrémenté de mots d'ordre anticolonialistes.

L'acte essentiel de la jeune république fut cependant la formation du Gouvernement.

Sa composition fut annoncée le 1er décembre, deux jours après que Francisco Xavier do AMARAL eût été désigné par le FRETILIN pour occuper le poste de Président de la République. Ce Gouvernement, dirigé par Nicolau LOBATO, comprenait les personnalités suivantes:

- ministre des Affaires Etrangères et de l'Information:
  José Ramos HORTA

- ministre de la Défense:
  Rogerio LOBATO

- ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Nationale:
  Alarico FERNANDES

- ministre de l'Economie et des Statistiques:
  José GONÇALVES

- ministre d'Etat et des Affaires Economiques et Sociales:
  Abilio ARAUJO

- ministre d'Etat et des Affaires Politiques:
  Mari ALKATIRI

⁂

La réaction du MAC, de l'APODETI et du Gouvernement indonésien à la déclaration unilatérale d'indépendance du FRETILIN fut aussi vive que l'on pouvait s'y attendre.

Le 30 novembre, l'UDT, l'APODETI, le KOTA et le Parti Travailliste proclamaient aussi l'indépendance du territoire, mais décidaient son intégration simultanée à l'Indonésie. Les quatre partis coalisés demandaient également au Gouvernement indonésien de venir en aide aux Timorais de l'Est qui voulaient s'unir à l'Indonésie. Cet appel fut immédiatement entendu puisqu'une semaine après, le 7 décembre 1975, à 4h.30, dix mille soldats indonésiens débarquaient à Timor Oriental. La guerre de Timor venait de commencer.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL

DE LA GUERRE DE TIMOR ORIENTAL

Avant d'étudier la guerre elle-même, il importe de se pencher sur son contexte, à la fois sur le plan spatial et sur le plan temporel. Le petit territoire est-timorais, faiblement peuplé et d'un intérêt économique médiocre, a le tort d'être situé au sein d'une des régions les plus névralgiques de la planète, et ses habitants ont eu la malchance d'être libérés de la tutelle coloniale au plus mauvais moment possible.

L'environnement régional de Timor Oriental, c'est l'Asie du Sud-Est. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, c'est dans cette région qu'a pris son tour le plus acharné l'affrontement entre les deux systèmes qui se partagent le monde, représentés ici par des partis communistes conquérants, et une oligarchie qu'une orientation vers la droite la plus extrémiste n'effraie pas: lorsqu'on est aux créneaux, il faut frapper les adversaires de terreur sans trop s'embarrasser de considérations morales. Ainsi fait-on en Indonésie, pays auquel s'applique littéralement l'expression inventée par Noam CHOMSKY, de "l'Archipel Bains de sang", depuis les effroyables massacres de 1965. Plus loin, on se bat depuis des décennies en Indochine, aux Philippines, en Malaisie...

Outre ce clivage idéologique, d'autres fractures affleurent: la haine séculaire des Malais pour les Chinois, les frictions entre Bouddhistes, Catholiques et Musulmans, le nationalisme virulent de peuples enfermés dans des frontières héritées des colonisateurs européens.

L'équilibre d'une région aussi morcelée ne peut se faire que difficilement, et à la suite de violents réajustements. Or, l'année 1975, qui est celle de la décolonisation de Timor Oriental, est aussi celle où a eu lieu le plus violent des réajustements: la victoire des forces socialistes dans l'Indochine ex-française.

1. L'ASIE DE L'APRES-VIETNAM.

L'année 1975 a vu s'effondrer les régimes anticommunistes du Cambodge, du Sud-Vietnam, puis du Laos. La défaite de ces régimes, pourtant protégés par une armée suréquipée -si l'on prend la quantité et la sophistication du matériel militaire comme critère unique, l'armée du Président THIEU était virtuellement la troisième du monde- et par le bouclier américain, fut un puissant révélateur pour les gouvernements proaméricains de la région. Ceux-ci, pour compléter par un regroupement régional l'alignement de leur politique sur Washington, avaient créé en 1967 l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) regroupant Singapour, les Philippines, la Malaysia, la Thaïlande et l'Indonésie.

Les pays membres de cette association, qui avait été créée dans un double but de recherche d'une intégration économique régionale et de coordination politique des régimes anticommunistes se trouvèrent ainsi soudainement, et contrairement à toutes leurs prévisions, en première ligne.

Les Etats anticommunistes de la région, outre qu'ils ne s'étaient guère préparés à cette situation, si ce n'est par des discours nationalistes virulents et des réductions drastiques des libertés démocratiques, se retrouvaient dans un état d'évidente faiblesse face aux nouveaux régimes socialistes.

Ainsi, si l'on prend comme critère le nombre de blindés lourds,moyens et légers, le Vietnam réunifié peut en aligner 1 400, contre environ 400 pour les Etats de l'ASEAN. Pour prendre un autre exemple, le petit Cambodge possède 200 canons de 105mm, tandis que l'Indonésie, le géant de la région, n'en détient que 40.

La même disproportion s'observe si l'on compare les effectifs de l'armée de terre: en ne tenant compte que des effectifs immédiatement utilisables, on dénombre 600 000 hommes dans l'infanterie vietnamienne, contre seulement 400 000 en rassemblant les forces des cinq pays de l'ASEAN, pourtant plus de cinq fois plus peuplés[1].

Cette infériorité militaire, qui serait un handicap presque définitif en cas de confrontation militaire, est encore aggravée par tout un ensemble de traits spécifiques aux Etats proaméricains de la région:

- révolte des minorités ethniques: l'Indonésie voit son pouvoir contesté en Nouvelle-Guinée (Irian Jaya) et aux Moluques du sud par des mouvements de libération; l'Armée philippine se heurte très durement depuis 1974 à la "Bangsa Moro Army", bras armé du Front National de Libération Moro (NMLF) implanté chez les Musulmans de Mindanao et de l'archipel des Sulu; la Thaïlande voit ses minorités musulmane et lao faire cause commune avec les maquis communistes;

---

1). sources: Military Balance, 1976.

la palme en la matière revient toutefois à un pays qui a refusé de se joindre à l'ASEAN, la Birmanie, dont plus de la moitié du territoire est contrôlée par des nationalistes Kachin, Arakanais, Shan et Karen!

. dissensions au sein de l'oligarchie du pouvoir: le pays où elles sont le plus éclatantes est la Thaïlande, où un coup d'état à la fin de l'année 1976 balaiera le régime proaméricain de Seni PRAMOT au profit d'une partie de l'extrême-droite civile et militaire. Ce phénomène se retrouve aussi bien aux Philippines, où le Président Ferdinand MARCOS maintient depuis des années en prison son principal rival, Benigno AQUINO, leader du parti libéral, et a contraint à l'exil les chefs de file de l'empire politico-financier de la plus puissante famille du pays, les LOPEZ.

. corruption à des niveaux jamais atteints: l'enrichissement de certains membres du gouvernement sud-vietnamien ne fut qu'un petit scandale, au regard de la retentissante faillite de la plus importante société indonésienne, la firme pétrolière PERTAMINA qui fut acculée à la cessation de paiements par les manoeuvres frauduleuses de son président, un général proche du Président SUHARTO. Et quand mourut le dictateur thaï Sarit THANARAT, en 1963, sa fortune fut estimée par les exécuteurs testamentaires à 140 millions de dollars...[1]

o
o o

Surclassés du point de vue militaire, minés par leurs contradictions internes, les Etats non-communistes de l'Asie du Sud-Est se voient par surcroît de plus en plus menacés par l'accroissement des activités de la guérilla communiste. Celle-ci, peu active au début de la décennie 1970 (à l'exception, évidemment, des pays de l'Indochine ex-française), recommence à progresser après la victoire obtenue en 1975 par les partis frères du Vietnam, du Cambodge et du Laos.

En 1976, la superficie qu'elle contrôle est estimée à 10% de la Thaïlande, 15% des Philippines et 25% de la Birmanie. Des foyers guerilleros existent à la frontière malayo-thaï et birmano-thaï, ce qui rend leur répression impossible à moins d'opérations conjointes extrêmement difficiles à mettre sur pied.

Le parti communiste indonésien (PKI) éliminé de la vie politique en 1965 au prix d'un carnage estimé à un million de personnes, reconstitue peu à peu son implantation dans l'archipel (il comptait, en 1965, dix-huit millions d'adhérents si l'on y ajoute ceux des organisations de masse étroitement

1). sources: bulletin thaï d'information, N°2.

contrôlées par le parti).

Le principal danger pour les pays proaméricains de la région ne vient pas toutefois de la croissance autonome des guérillas de gauche, mais plus précisément de la radicalisation des mouvements autonomistes présents dans tous ces pays (à l'exception évidente de Singapour).

Le mouvement sud-moluquois, à l'origine réactionnaire et pronéerlandais, se réclame aujourd'hui de la révolution socialiste et de l'action du FRETILIN. Aux Philippines, Marcel BARANG fait état de contacts récemment établis entre les rebelles Moros et la guérilla communiste de la NPA (New People's Army)[1]. En Birmanie, un leader nationaliste Shan, interrogé par Catherine LAMOUR sur la réaction de son peuple s'il devait choisir entre les communistes et le régime du Général NE WIN, lui répondit: "Si nous étions conduits à ce choix déplaisant, nous opterions pour les communistes"[2]. Réponse tiède, il est vrai, mais nouvelle chez des peuples auparavant notoirement hostiles au communisme.

Cette radicalisation à gauche des nationalistes, qui les amène d'ores et déjà à coopérer étroitement dans certaines régions avec les maquis révolutionnaires, est à terme un péril mortel pour les fragiles régimes proaméricains de l'Asie du sud-est.

L'exemple le plus probant de cette menace est le foyer guerillero de Betong, en Thaïlande, non loin de la frontière malaysienne, où les forces conjointes

1). Le Monde Diplomatique, mars 1976.

2). dans le film "L'héroïne du triangle d'or".

des communistes thaïs du PCT et malaysiens du CPM contrôlent totalement la zone frontalière sur une vaste étendue, grâce à l'aide que leur apportent les nationalistes musulmans du sud de la Thaïlande. Cette collaboration a tellement accru l'appui populaire à la guérilla, que l'armée thaï estime qu'elle est forte en 1977 de neuf mille hommes, contre deux mille en 1968.[1]

Mouvement nationaliste orienté à gauche, apparu l'année de la défaite des forces proaméricaines en Indochine, le FRETILIN était donc condamné par les régimes conservateurs de la région. Et Timor Oriental, une fois parvenu à l'indépendance sous l'égide du FRETILIN était d'ores et déjà pour les pays de l'ASEAN et leur protecteur nord-américain un ennemi potentiel.

⁂

1). Le Monde Diplomatique, août 1977.

2. LES PUISSANCES REGIONALES ET TIMOR ORIENTAL.

L'Indonésie.

La position de l'Indonésie vis-à-vis de Timor Oriental au cours de la période coloniale était simple: elle consistait à soutenir le droit à l'autodétermination des Timorais de l'Est tout en n'émettant aucune revendication sur ce territoire. Cette position fut énoncée à plusieurs reprises à la tribune des Nations Unies.

Ainsi, en 1960, le ministre indonésien des Affaires Etrangères, M. SUBANDRIO expliqua en Assemblée Générale de l'ONU: "Nous proclamons le droit du peuple indonésien d'être souverain et indépendant dans tout le territoire qu'occupaient auparavant les Indes orientales néerlandaises. Nous ne revendiquons aucune autre partie de l'archipel indonésien. L'Indonésie s'abstient expressément de formuler une revendication quelconque sur des territoires qui, par exemple à Bornéo ou à Timor, se trouvent dans l'archipel indonésien, mais ne faisaient pas partie des Indes orientales néerlandaises".[1]

Il est, on le voit, difficile d'être plus clair ni plus catégorique. Cet axe de la politique étrangère indonésienne fut réaffirmé à diverses occasions tout aussi nettement. Une étude de la diplomatie indonésienne permet de voir que ce principe simple inspira

1). revue "Décolonisation"

toujours la politique d'Ahmed SOEKARNO: à son acharnement à annexer l'éphémère République des Moluques du Sud, ou l'Irian Jaya en 1963, s'oppose l'absence totale de revendications formulées à l'égard du Timor portugais ou du Nord-Bornéo britannique.

Le coup d'état militaire de 1965 n'avait apparemment pas altéré la position de l'Indonésie à propos de Timor Oriental. Interrogé par un journal indonésien le 17 juin 1974, le ministre des Affaires Etrangères Adam MALIK déclarait: "Nous soutiendrons le Timor Portugais si son peuple veut obtenir l'indépendance... L'Indonésie donnera des garanties de sa non-intervention dans la détermination de l'avenir du Timor Portugais."[1]

On remarquera dans cette déclaration une légère modification par rapport aux positions antérieures: si l'Indonésie s'abstient toujours de toute revendication territoriale, elle laisse la porte ouverte à toute décision du peuple est-timorais. En fait, toute anodine qu'elle soit, cette déclaration fixe le cadre dans lequel se produira ultérieurement l'intervention armée indonésienne.[2]

1). source: J.S. HOADLEY: "The Future of Portuguese Timor", page 16.

2). L'Indonésie n'a jamais reconnu avoir envahi avec son armée le Timor Oriental. Selon sa position officielle, des "volontaires" indonésiens sont allés appuyer leurs frères est-timorais, qui avaient "librement" décidé de s'intégrer à l'Indonésie.

L'éventualité de cette intervention fut évoquée lors de la rencontre de Townsville (Australie) entre le Président indonésien SUHARTO et le Premier Ministre australien Gough WHITLAM à l'été 1974. Dès lors, la position indonésienne devait évoluer très vite.

En septembre 1974, le gouverneur indonésien de Timor Occidental déclarait que le gouvernement provincial soutenait l'action de l'APODETI. Au mois de décembre, M. Adam MALIK affirmait à Djakarta qu'il n'y avait pour Timor Oriental que deux solutions possibles: l'union avec l'Indonésie ou la continuation de l'administration portugaise. La troisième solution qu'aurait pu constituer l'indépendance n'était "pas réaliste", compte tenu de "l'arriération et de la faiblesse économique de la population".

Dans le même temps, la presse indonésienne déclenchait un tir de barrage au sujet de la situation au Timor Oriental, qualifiant le FRETILIN d'organisation communiste ou au mieux de groupe de voyous, l'accusant d'être financé par la Chine communiste, relatant des faits tels que:"A plusieurs reprises dans la campagne politique, les chefs du FRETILIN intimidèrent ouvertement les Timorais afin qu'ils optent pour le FRETILIN. Tout en exhibant une photo de MAO TSE TOUNG face aux supporters de l'APODETI, le parti proindonésien, les leaders dirent: MAO est notre espoir. Ne choisissez pas l'Indonésie". D'autres journaux insistaient sur l'instabilité régnante, d'autres encore sur la volonté des Timorais de l'Est de devenir Indonésiens.

Plutôt que de multiplier les déclarations officielles et les articles à sensation, il conviendrait de s'interroger sur les raisons de cette évolution rapide. Il est évident que "l'arriération et la faiblesse économique de la population" est un argument dépourvu de valeur, d'autant plus que l'accession à l'indépendance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, pays qui ne passe pas particulièrement pour un parangon de modernisme ni pour une puissance économique, ne soulèvera aucun objection de la part de l'Indonésie. Dès lors, pourquoi ce qui est valable pour les uns ne l'est-il pas pour les autres? Il est évident que c'est au-delà des discours qu'il faut aller chercher l'explication de cette distorsion.

Une première explication possible peut résider dans le fait que la Papouasie-Nouvelle-Guinée est un quasi-protectorat australien. Y-a-t-il eu accord entre l'Indonésie et l'Australie pour se répartir les zones d'influence dans l'Est de l'Insulinde, en éliminant tout risque d'insécurité? Cette hypothèse, que rien ne permet cependant de confirmer, est cependant tout à fait plausible.

Une autre explication serait d'ordre plus politique: le Premier Ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, M.Michael SOMARE, est de tendance conservatrice, et son opposition parfaitement folklorique. A contrario, un réel débat politique existait à Timor Oriental, et un mouvement de tendance progressiste, le FRETILIN, risquait de triompher.

La comparaison entre Timor Oriental et la Papouasie-Nouvelle-Guinée permet d'éclairer quelque peu le problème. Il n'en demeure pas moins que les éléments explicatifs qu'elle permet d'avancer sont parcellaires. En fait, il semblerait plutôt que la raison profonde de l'attitude del'Indonésie à l'égard de Timor Oriental tienne à la nature même de l'Etat indonésien.

L'Indonésie,malgré sa puissance apparente, est un Etat dont l'équilibre reste extrêmement précaire. Sur le plan ethnique d'abord. Les Indes néerlandaises ne furent qu'une création du colonisateur, qui réunit en un gigantesque ensemble les principautés des "sultans batailleurs", sans se soucier de l'homogénéité de l'empire ainsi bâti.

Les Indonésiens se partagent en environ 200 groupes ethniques, parlant un nombre de langues différentes estimé à 250. Il n'est pas besoin d'une étude ethnologique approfondie de l'archipel pour se rendre compte de la faiblesse des points communs qu'il y a entre les Javanais, les Bouddhistes de Bali et les Papous de l'Irian Jaya.

La juxtaposition de groupes ethniques aussi divers ne pourrait être viable que si s'était créé un réel patriotisme indonésien. Or, si l'on examine le cours de l'histoire de l'Indonésie, on s'aperçoit à l'inverse que les irrédentismes locaux, loin de s'apaiser, n'ont fait au contraire que s'exaspérer depuis le putsch de 1965.

La cause principale de cette montée des nationalismes tient au changement de base d'appui du régime. M. SOEKARNO s'appuyait sur les nationalistes de son parti, le PNI, que leur passé de résistants et d'anticolonialistes auréolait de prestige à travers tout l'archipel. Il s'appuyait également sur les communistes du PKI, dont l'implantation était nationale, puisque les places fortes du PKI étaient les provinces de Sumatra-Nord, Java-Centre et Bali, et enfin sur l'armée.

De la sorte, aidé par son charisme personnel, Ahmed SOEKARNO avait réalisé la seule combinaison possible permettant de maintenir un semblant d'unité à l'archipel.

Les militaires d'extrême-droite qui prirent les rênes du gouvernement en 1965 cherchèrent plus à construire un Etat fort qu'à maintenir en place une coalition pouvant cimenter l'unité nationale. Le verticalisme du pouvoir, la faveur donnée à l'Islam et la politique d'expansion économique par recours massif aux investissements étrangers firent que c'est l'île la plus peuplée, la plus islamisée, la plus industrialisée, et siège du Gouvernement, Java, qui bénéficia de la politique des militaires au pouvoir, tandis que les provinces périphériques voyaient diminuer leur sentiment de solidarité envers une fédération qui les représentait de plus en plus mal.

La province où cette évolution aboutit le plus vite à la lutte armée contre le pouvoir central est l'Irian Jaya (Nouvelle-Guinée Occidentale). L'apparition de cette rébellion est parfaitement logique: en effet, l'intégration à l'Indonésie de Papous animistes, de peau noire, et parfaitement ignorants de la langue officielle, le bahasa indonésia était tout à fait artificielle. Les habitants de l'Irian Jaya, intégrés à la fédération en 1963 n'attendirent que deux années pour former des maquis. En 1969, leur mouvement contrôlait la plus grande partie de la province et le 22 juin 1971, ils se sentaient assez forts pour proclamer un gouvernemebt révolutionnaire provisoire, présidé par M. Seth RUMKOREN, qui en appela à l'opinion internationale, ouvrit en 1972 un bureau d'informations à Dakar et en 1976 un autre bureau à Stockholm.

Dans une autre province, les Moluques du Sud, le mouvement de dissidence, issu des vétérans de la brève "République des Moluques du Sud", s'est rajeuni et considérablement radicalisé à gauche. Le Front de Libération Sud-Moluquois, fondé en 1971 aux Pays-Bas, s'est depuis peu implanté dans la terre d'origine, se réclame d'Eldridge CLEAVER, GUEVARA et MAO, et "appelle les masses indonésiennes à une lutte commune antiimpérialiste et anticapitaliste contre le régime SUHARTO pour la libération des Moluques du Sud, mais aussi pour la libération de tous les peuples d'Indonésie".[1]

Faisant passer dans les faits cette déclaration d'intention, les mouvements de libération de l'Irian Jaya et des Moluques du Sud, firent des ouvertures au FRETILIN au début de l'année 1975 [2]. Les propositions d'alliance contre l'Indonésie furent à l'époque rejetées

1). source: revue INPRECOR N°43, page 28

2). source: Helen HILL: "The Timor Story".

par le FRETILIN qui tentait désespérément de maintenir de bonnes relations avec son puissant voisin.

Dés le début de la guerre entre l'Indonésie et la RDTO, ces pourparlers reprirent et, lors de sa venue à Paris en mars 1977, José Ramos HORTA me confirma qu'une alliance de fait avait bien été formée entre le Front de Libération sud-moluquois, le GRP de l'Irian Jaya, le tout nouveau Front de Libération de Timor Occidental et le FRETILIN. La position de fond du FRETILIN était qu'il ne prenait pas position sur un éventuel démembrement de l'Indonésie, chose qui ne le concernait pas, mais qu'il recherchait l'alliance de toutes les forces, nationalistes ou progressistes, décidées à en finir avec le régime de M. SUHARTO.

Menacée à terme par l'extension et la coordination des activités des mouvements nationalistes sur sa périphérie, l'Indonésie des généraux l'est aussi par la reconstitution du mouvements ouvrier et paysan indonésien. Le Président SUHARTO arriva au pouvoir en 1965, après que la fraction d'extrême-droite de l'armée qu'il dirigeait se soit livrée à un carnage évalué à un chiffre de victimes entre 500 000 et un million. Le nombre de prisonniers politiques détenus dans des camps de travaux forcés comme celui de Buru était évalué en 1971 à 200 000 personnes et en 1976, onze ans après le coup d'état à encore 100 000 personnes.[1]

Malgré cette répression sans équivalent depuis la naissance du mouvement ouvrier, la gauche a pu peu à peu reconstituer ses forces. Un important mouvement

1). source: Amnesty International, rapports sur l'Indonésie.

étudiant est apparu, qui est à l'origine des émeutes antijaponaises de 1974, et l'industrialisation de Java a amené la formation d'un prolétariat assez combatif.

L'Indonésie des Généraux peut se défendre efficacement contre la subversion interne et les menaces périphériques aussi longtemps que ne se forme pas une conjonction de ces oppositions. Il était à peu près inévitable qu'un petit Etat indépendant, résultat des luttes de libération d'un peuple de l'archipel indonésien, et politiquement orienté à gauche, constitue le catalyseur en même temps que le "sanctuaire" de ces oppositions regroupées.

Malgré la disproportion flagrante entre l'Indonésie peuplée de 133 millions d'habitants et le petit territoire de Timor Oriental, les gouvernants indonésiens estimèrent que l'indépendance de Timor-Oriental sous l'égide du FRETILIN constituerait à terme une menace grave pour leur régime.Et c'est pourquoi ils décidèrent de l'empêcher, au besoin par la force.

⁂

L'Australie.

Distante d'à peine 650 kilomètres des côtes de Timor, l'Australie est l'une des puissances les plus intéressées par la décolonisation de l'ancienne colonie portugaise. Sa diplomatie, bien que très active, ne débouchera pourtant sur aucune décision gouvernementale destinée à peser sur le cours des évènements, que ce soit avec les Conservateurs de Malcolm FRASER ou les Travaillistes de Gough WHITLAM.

Dès juillet 1974, José Ramos HORTA se rendit en Australie dans l'espoir, d'ailleurs déçu, d'obtenir des autorités australiennes une déclaration favorable à l'indépendance. Il fut suivi en octobre par le Minitre portugais Almeida SANTOS qui revint à Camberra en août 1975. La position australienne de vigilance, mais de non-intervention, déçut le Portugal qui voulait inclure des contingents australiens dans sa force de paix.

Les contacts australo-indonésiens, en particulier lors de l'entrevue WHITLAM-SUHARTO qui se tint à Townsville à l'été 1974, aboutirent à ce que l'Australie laisse pratiquement carte blanche à l'Indonésie, en échanges de vagues promesses de non-recours à la force. Et quand le FRETILIN proclama unilatéralement l'indépendance de la RDTO, l'Australie refusa catégoriquement de la reconnaître.

Cette politique qui apparaît neutre et prudente sur la forme, et proindonésienne sur le fond, est menée en fait avec une certaine logique. Pas plus que l'Indonésie, l'Australie n'a intérêt à une modification de l'équilibre régional. Le proaméricanisme de sa classe politique (total chez les Conservateurs, plus nuancé chez les Travaillistes) la conduit à ne pas se mesurer avec un pays qui est, après la chute du Sud-Vietnam, le pivot de la stratégie américaine en Asie du Sud-Est. Ce sentiment va de pair avec un anticommunisme souvent primaire qui conduit à taxer de communisme tout ce qui est immédiatement à gauche du Parti Travailliste Australien, et implique donc une certaine suspicion vis-à-vis du progressiste FRETILIN.

Une autre raison majeure qu'avait l'Australie de ne pas intervenir était l'interminable décolonisation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui, pour être menée à bien, impliquait de maintenir les meilleurs relations possibles avec l'Indonésie qui détient l'autre moitié de la grande île.

Contrastant avec la prudence du gouvernement australien (qui refusera de protester officiellement après l'assassinat des cinq journalistes en mission à Balibo), l'opinion publique prendra vite fait et cause pour le FRETILIN contre l'Indonésie. Un boycott de l'Indonésie sera organisé aux lendemains du 7 décembre par les syndicats de dockers, d'ouvriers de l'armement, de postiers. Des collectes seront faites, on parlera de l'envoi de volontaires et un cargo conduit par des militants syndicalistes et chargé de denrées de première nécessité tentera même de forcer le blocus.

o
o o

Les autres pays de l'Asie du Sud-Est.

L'attitude des pays de l'Asie du Sud-Est vis-à-vis de la question est-timoraise est une fonction directe de la tendance politique de chacun des pays.

Les pays de l'ASEAN, liés à l'Indonésie par un traité d'amitié, et ayant des affinités idéologiques avec elle soutiendraient les thèses indonésiennes et ce avec d'autant plus de force qu'ils se heurtent eux-mêmes à l'irrédentisme de leurs minorités nationales (on ne citera par exemple que la rébellion des Moros contre le gouvernement philippin). Enfin, une victoire du FRETILIN qui, même s'il n'est pas communiste, est sensiblement plus à gauche que les gouvernements des pays de l'ASEAN, risquerait d'inspirer malignement une opposition qui a toujours tendance à relever la tête.

Bien que nettement éloigné du théâtre des opérations, le Japon, principale puissance économique d'Asie, porte un net intérêt à la question est-timoraise. Sa position ,pragmatique, consisterait à apporter son soutien à une république indépendante de Timor Oriental si l'UDT y était au pouvoir, en y lançant un plan massif d'investissements. Au cas où cette solution s'avérerait impraticable, les Japonais verraient d'un assez bon oeil une annexion du territoire par l'Indonésie qui est un de leurs meilleurs partenaires commerciaux. Leur réticence à l'égard du FRETILIN s'explique moins par des motifs idéologiques que par des motifs commerciaux. Il faut rappeler également que, peu de temps avant la guerre civile, des hommes d' affaires japonais avaient soumis un plan de développement économique de Timor Oriental à M. LOPEZ da CRUZ, président de l'UDT.

L'attitude des Etats communistes de l'Asie du Sud-Est fut un soutien total aux thèses et à l'action du FRETILIN. La Chine, la Corée du Nord, le Vietnam, le Laos et le Cambodge reconnurent diplomatiquement la République Démocratique de Timor Oriental et lui apportèrent à l'ONU un soutien sans défaillance. Leur intérêt dans l'affaire de Timor Oriental est évidemment de voir triompher les forces progressistes, d'affaiblir la très anticommuniste Indonésie et éventuellement de prendre à revers la nouvelle ligne de défense des Etats-Unis représentée par les pays de l'ASEAN.

o
o o

Les Etats-Unis.

Bien que n'étant pas un pays asiatique, les Etats-Unis jouent un tel rôle en Asie du Sud-Est en y subventionnant les régimes qui leur sont favorables, en y entretenant des bases militaires géantes (Clark Airfield aux Philippines, Sattaheep en Thaïlande), voire même au besoin en y faisant directement la guerre, qu'une étude sur l'Asie du Sud-Est serait incomplète si on ne mentionnait pas cette superpuissance.

L'intérêt des Etats-Unis à Timor Oriental est une conséquence de la réorientation de leur politique asiatique après la défaite des forces prooccidentale au Vietnam. Pour empêcher le communisme de progresser dans cette région du monde, les Etats-Unis s'employèrent à édifier une nouvelle ligne de défense utilisant les pays prooccidentaux de l'ASEAN. La réalisation de ce projet étant une oeuvre de longue haleine, étant donné notamment l'état de délabrement des armées des alliés des Etats-Unis que l'on a vu plus haut, les Américains ne ménagèrent ni l'aide financière[1], ni le soutien moral apporté à des régimes plus que contestables[2].

1). Une aide de 425 millions de dollars, prévue à l'origine pour le Cambodge, fut attribuée en avril 1975 par les Etats-Unis à l'Indonésie.

2). Interrogé sur sa position vis-à-vis des violations des droits de l'homme en Indonésie, le Président Jimmy CARTER répondit que ce pays représentait un trop grand intérêt stratégique pour les USA pour qu'ils interviennent à ce sujet.

Timor Oriental indépendant et progressiste aurait été une brèche dans un édifice loin d'être terminé. La politique des USA allait donc être d'empêcher cette éventualité. Le fait que le Président Gerald FORD et son ministre Henry KISSINGER soient venus à Djakarta le 6 décembre 1975, soit la veille du débarquement indonésien qu'ils ne pouvaient ignorer, ne peut être interprété que comme le cautionnement par les Américains de l' "Anschluss" par l'Indonésie de Timor Oriental. M.Henry KISSINGER déclara d'ailleurs: "Une République populaire à Timor est une menace pour la paix dans la région."[1]

D'après José Ramos HORTA, les Etats-Unis tiendraient fermement à ce que le régime installé à Timor Oriental leur soit favorable, et ce pour une raison très particulière: la voie maritime qui relie l'énorme base américaine de Diego Garcia, dans l'Océan Indien, à Guam, dans le Pacifique, emprunte le détroit d'Ombai-Weter, passge en eau profonde situé au nord de Timor Oriental. Si les sous-marins nucléaires américains ne pouvaient plus l'emprunter, il leur faudrait contourner par le sud le continent australien, ce qui allongerait de huit à dix jours le trajet et bouleverserait la stratégie américaine dans l'Océan Indien et l'Asie du Sud-Est.[2]

o
o o

---

1). Ces faits sont rapportés par Robert Aarsse dans l'article "Le jeu de l'Indonésie et des Etats-Unis dans l'île de Timor". Le Monde Diplomatique, mars 1976.

2). source: J.R. HORTA: "Dix-huit mois de guerre à Timor Oriental". Le Monde Diplomatique, juillet 1977.

LA GUERRE

1. LES OPERATIONS MILITAIRES.

Le 7 décembre 1975, l'armée indonésienne lançait une attaque de grande envergure pour s'assurer le contrôle de Timor Oriental et briser la résistance du FRETILIN. Dili, la capitale du territoire, était l'objectif prioritaire de l'état-major indonésien.

Après avoir été bombardée pendant plus de trois heures par des unités navales et aériennes, la ville fut investie par trois mille parachutistes et fusiliers marins. Durement contrés par la résistance acharnée des troupes de Rogerio LOBATO, les soldats indonésiens mirent plusieurs jours avant de pouvoir occuper totalement Dili, qu'avait fuie la plus grande partie de sa population.

Parallèlement aux opérations militaires menées contre la capitale, un débarquement de moindre envergure permit aux forces indonésiennes de s'emparer de Baucau, tandis que de nombreux bourgs frontaliers tombaient entre les mains d'unités venues de Timor Occidental.

Dans la mise au point de leur plan, les miltaires indonésiens avaient commis une grave erreur d'appréciation en estimant que la résistance armée des FALINTIL -dénomination des milices de Rogerio LOBATO- s'effondrerait en quelques heures. En fait, plusieurs jours après le déclenchement des combats, l'armée indonésienne ne contrôlait que les deux principales villes du territoire, plus une bande frontalière de largeur variable. A Dili même, les troupes du FRETILIN qui, après avoir évacué la ville, s'étaient retranchées dans les collines environnantes, menaient la vie dure à leurs ennemis dès qu'ils franchissaient la limite des faubourgs.

L'état-major indonésien, une fois convaincu du semi-échec de l' "Opération Komodo" -tel était le nom de code donné à l'investissement de Timor Oriental- se trouva confronté à l'alternative suivante: ou opérer une retraite sans gloire, ou augmenter les effectifs engagés.

La solution du retrait ayant été écartée, tant du fait de son effet psychologique désastreux -les troupes indonésiennes auraient été mises en échec par les milices d'un pays deux cent fois moins peuplé!- que du fait de l'importance du contrôle de Timor Oriental, aussi bien pour l'Indonésie que pour ses protecteurs américains, ce fut la solution de l'augmentation de l'effort militaire qui fut choisie. C'est-à-dire la solution de l'enlisement.

Tandis que les porte-paroles indonésiens continuaient à affirmer à la tribune des Nations-Unies qu'il n'y avait pas une seule unité régulière de l'armée indonésienne à Timor Oriental, et que seuls s'y battaient des volontaires venus prêter main forte aux troupes du MAC et de l'APODETI, les effectifs engagés croissaient régulièrement. Les Indonésiens ne fournissant évidemment pas de détails sur l'ampleur de leurs opérations, la seule estimation chiffrée de l'augmentation des effectifs engagés est celle qui est avancée par José Ramos HORTA: "Les dix mille hommes de cette première vague ont été renforcés: ils étaient vingt mille à Noël et trente-cinq mille en avril 1976; au bout de six mois de combats, en juin 1976, début de la saison sèche, on ne comptait pas moins de quarante-cinq mille Indonésiens à Timor Oriental. En avril 1976, un diplomate japonais de haut rang m'a confié que les services de renseignements nippons évaluaient à trente-cinq mille hommes les effectifs du corps d'invasion indonésien."[1]

Dans un autre article, José Ramos HORTA décrit les troupes engagées dans le corps expéditionnaire comme les unités d'élite de l'armée indonésienne, avec notamment les régiments de commandos parachutistes RPKAD[2] et la brigade de fusiliers marins KKO.[3]

James DUNN fournit d'autres précisions concernant l'organisation du corps expéditionnaire indonésien. Selon les témoignages qu'il a recueillis, "l'officier indonésien le plus gradé de Dili était le Brigadier Général DADING qui était dit "Panglima", c'est-à-dire Commandant des Forces Militaires à Timor Oriental. Cependant, le Commandant suprême était le

[1]). source:"Dix-huit mois de guerre à Timor Oriental", de J.R. HORTA. Le Monde Diplomatique juillet 1977.

[2]). voir la note au bas de la page 78.

[3]). source: J.R.HORTA: "Le Vietnam de l'Indonésie" Le Monde du 27 janvier 1977.

Major Général MOERDANI qui vivait habituellement à Kupang, m'a dit un leader UDT. Les autres officiers généraux à Dili étaient le Colonel SINAGA et le Major Anton PAPILAYA qui était un officier supérieur des services secrets."[3]

James DUNN évalue, d'autre part, le nombre de soldats indonésiens engagés à Timor Oriental à trente mille hommes en septembre 1976. Cette estimation, bien qu'inférieure aux chiffres avancés par José Ramos HORTA, confirme cependant l'ampleur de l'engagement indonésien.

L'accentuation de l'effet de guerre fait par Djakarta est sensible également au niveau du matériel employé. Les représentants du FRETILIN qui sont venus en France ont pu apporter à ce sujet des informations qui ont été reprises dans divers organes d'information.

José Ramos HORTA indique dans Le Monde Diplomatique de juillet 1977 que "l'Indonésie qui a engagé d'abord de vieux avions Mitchell et Dakota datant de la seconde guerre mondiale les a remplacés par des appareils à réaction OV-10 Bronco, aptes à l'attaque au sol et utilisés en grand nombre pendant la guerre du Vietnam. D'après un rapport publié à Djakarta au début de février, l'un des seize appareils à réaction fournis par les Etats-Unis se serait écrasé au large de la côte, au nord du pays, ce qui a confirmé les accusations du FRETILIN selon lesquelles des avions américains étaient utilisés contre Timor Oriental.

1). source: James DUNN:"La situation à Timor Oriental", Timor Informations N°1.

Les lanceurs multiples de fusées et le napalm ont été utilisés pendant la campagne de la saison sèche de l'année dernière et de plus en plus depuis lors. Djakarta a envoyé à Timor Oriental une cinquantaine de chars (à Dili, on soutient qu'il y en a jusqu'à cent...). A Atambua et Kupang, on a dénombré trente hélicoptères, notamment du type Alouette, fournis par la France. Enfin, trois avions de ligne indonésiens, baptisés Garuda, Merpati et Zamrud[1], ont transporté des soldats de Java et de Bali à Dili."[2]

Interrogé par un journaliste de l'hebdomadaire socialiste "L'Unité", le commandant en chef des FALINTIL, Rogerio LOBATO précise de son côté:"Les USA et l'Indonésie veillent à ce que rien ne manque pour venir à bout des révolutionnaires: bateaux de guerre, artillerie lourde, lance-flammes, orgues de Staline, bombardements aériens, tanks, etc... "; "Ils ont même des hélicoptères Alouette", précise José Ramos HORTA avec un sourire gêné."[3]

1). Très précisément, Garuda est le nom de la compagnie aérienne nationale indonésienne. Merpati et Zamrud sont deux compagnies aériennes privées.

2). citation extraite de l'article de J.R.HORTA: "Dix-huit mois de guerre à Timor Oriental".

3). ces interviews de J.R.HORTA et R.LOBATO figurent dans l'article "Timor: le massacre ignoré" paru dans l'Unité N°245 du 8/14 avril 1977.

Le quotidien trotskyste "Rouge" fait état, sans citer ses sources, de la recherche par l'Indonésie de nouveaux fournisseurs d'armement: "Les généraux de Djakarta sont à la recherche de nouvelles armes. Ils doivent faire face à des difficultés politiques à Washington. La Hollande leur a refusé des contrats. La rumeur veut qu'ils se soient maintenant tournés vers ce marchand de canons bien connu qu'est la France. Pour obtenir notamment des hélicoptères Alouette " à destination de Timor".[1]

Ce problème des fournitures d'armemement destinées à la guerre de Timor a également intéressé un des meilleurs économistes français, Serge-Christophe KOLM, qui écrit:

"... Ce dernier point (l'épuisement du stock d'armes de l'armée indonésienne) met en jeu la responsabilité, dans la prolongation de la guerre, des pays susceptibles de fournir des armes à l'Indonésie.

"Le Gouvernement indonésien en a d'abord demandé aux Etats-Unis, son fournisseur habituel dans le cadre du traité de l'Asie du Sud-Est. Le Congrès américain a récemment empêché cet envoi en invoquant deux arguments. D'une part, ce traité précise que les armes livrées ne doivent pas être employées pour une agression extérieure, ce qui est bien le cas à Timor Oriental. La seconde raison est simplement d'ordre humanitaire, conformément à la politique de défense des droits de l'homme du pésident CARTER.

"Djakarta s'est alors adressé à d'autres

---

1). source: Rouge, N°371 du 13 juin 1977.

pays. Le gouvernement australien, malgré la nécessité pour lui d'entretenir de bonnes relations avec l' Indonésie, s'est récusé par crainte des réactions de l'opinion publique intérieure.Les gouvernements des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne ont fait de même, en raison de l'usage qui serait fait des armes: massacres et agression. Le gouvernement indonésien s'est alors tourné vers le gouvernement français: les négociations sont en cours et des contrats de fourniture pourraient être signés dans quelques semaines.

" Des armes françaises sont déjà utilisées par l'armée indonésienne à Timor Oriental. Les hélicoptères Alouette sont l'instrument le plus efficace contre les villages de montagne. Les Timorais en ont déjà abattu neuf. Les nouvelles commandes porteraient notamment sur des hélicoptères de cetype, et sur des vedettes qui permettraient de parfaire le blocus de l'île."[1]

L'Indonésie, en augmentant les effectifs de son corps expéditionnaire, en cherchant à pallier l'épuisement de son stock d'armements, en tentant de diversifier ses fournisseurs de matériel militaire, s'installe visiblement dans une guerre de longue durée. S'il s'avérait, comme semblent le confirmer les articles du journaliste de "Rouge" et de Serge-Christophe KOLM qui sont les plus récents parus sur la question, que les Etats-Unis décident de ne plus soutenir Djakarta dans la guerre de Timor Oriental, l'enlisement de l'Indonésie deviendrait alors irrémédiable.

o

o o

1). source: "Les armes du massacre" de S.C. KOLM. Le Monde Diplomatique, juillet 1977.

Peu de pays se prêtent aussi mal à une guerre de conquête que Timor: son relief, son climat, sa végétation et son système de voies de communication sont autant d'entraves pour une guerre de mouvement menée avec des moyens modernes que, a contrario, d'atouts pour une guerre de guérilla ne requérant que des moyens traditionnels.

En examinant de plus près ces contraintes physiques, on relève d'abord un relief tourmenté: l'île,qui ne mesure dans sa plus grande largeur qu'un maximum de soixante-dix kilomètres , est parcourue par deux chaînes de montagnes, dont l'une culmine à près de 3 000 mètres. Ce relief escarpé se conjugue avec de nombreuses failles et des cônes d'éboulis, pour donner un paysage complètement anarchique, et totalement inapte à la manoeuvre de gros bataillons.

Le climat de Timor, comme celui de toutes les contrées situées sous les Tropiques, est marqué par une saison des pluies au cours de laquelle il est impossible de mener quelque opération militaire que ce soit.

La végétation n'est pas davantage un encouragement à la guerre classique, puisqu'on y trouve aussi bien une forêt tropicale impénétrable, qu'une savane sèche analogue au "bush" australien, terre rêvée pour monter des embuscades, ou des marécages côtiers plantés de mangroves avec des palétuviers, inaccessibles à un soldat lourdement équipé. Le réseau de voies de communication, enfin,composé de mauvaises routes en terre et de pistes, condamne les blindés, même légers, à ne pas quitter un petit nombre d'axes où les risques d'enlisement ou d'éboulement ne sont pas cependant à négliger.

Confrontés à une nature aussi hostile, et harcelés par des guerilleros à qui les armes enlevées aux Portugais donnaient une puissance de feu redoutable, les responsables militaires indonésiens choisirent une tactique assez particulière, qui leur parut la seule appropriée.

Cette tactique apparaît clairement si l'on considère une carte des zones contrôlées par chacun des camps en présence. Les Indonésiens, partant des villes côtières qu'ils contrôlaient, ont cherché à progresser le long des axes routiers nord-sud, de manière à couper le pays en compartiments et à diviser les forces du FRETILIN, enfermées de la sorte dans des poches isolées les unes des autres.

C'est ainsi que l'armée indonésienne s'est assurée le contrôle de l'axe Dili-Betano et de l'axe Baucau-Viqueque. Dans un second temps, les troupes de Djakarta poussent des pseudopodes depuis ces axes routiers vers l'intérieur des terres, pour occuper les villages de montagne. Cette avance se fait selon le processus suivant:

- bombardement aérien;
- avancée des chars et des blindés couverts par des tirs d'artillerie;
- avancée de l'infanterie.

Une fois ce processus amené à terme, les Indonésiens tentent de maintenir leur contrôle sur la zone ainsi investie en implantant des garnisons de cent ou deux cents hommes le long des routes et dans les villages.

Le processus qui a été défini précédemment est bien sûr le cas idéal, et il en va très différemment dans la pratique. La réalisation de cette tactique est souvent compromise dans la mesure où les villages est-timorais sont la plupart du temps inaccessibles à l'artillerie et aux blindés.

Cette tactique a de plus un défaut majeur: celui d'affaiblir l'armée qui la met en oeuvre: en effet, les petites garnisons ainsi créées sont vulnérables à un coup de main. C'est ce qu'explique Rogerio LOBATO: "Ils installent des garnisons de 100 ou 200 hommes le long des routes ou dans de petits villages. Mais c'est une bonne chose pour le FRETILIN. Nous pouvons alors regrouper 3 ou 4 fois le nombre d'hommes qui se trouvent dans leurs garnisons et les éliminer par une attaque-surprise bien préparée, et ce, un par un."[1]

Enfin, n'ayant qu'une connaissance sommaire de l'île, les soldats indonésiens, pour la plupart originaires de Java (distante de plus de mille kilomètres de Timor) se trouvent très désavantagés pour mener une guerre de contre-guérilla face à ces enfants du pays que sont les combattants du FRETILIN.

o
o o

1). source: l'interview de Rogerio LOBATO parue dans Timor Informations N°2.

Les stratèges indonésiens, qui pensaient n'avoir à affronter que des bandes indisciplinées de gauchistes en guenilles durent sans doute aller d'étonnement en étonnement quand il leur apparut que, loin d'être les bandits de grand chemin qu'ils s'attendaient à rencontrer, les miliciens du FRETILIN constituaient une armée nombreuse, efficace et d'une redoutable puissance de feu.

L'origine de cette mue d'une organisation politique en une force militaire capable de mettre en échec l'armée d'un grand pays remonte à la sédition des troupes coloniales portugaises du 20 août 1975. Les insurgés, menés par Rogerio LOBATO, étaient des soldats de métier dont l'expérience vint rapidement à bout des combattants de fortune de l'UDT. Ce fut cette troupe régulière, encore aguerrie par les combats de la guerre civile, qui allait former le noyau dur des FALINTIL.

Les FALINTIL (Forces de Libération Nationale de Timor Oriental), bras armé du FRETILIN, furent organisées par Rogerio LOBATO et son adjoint Hermenegildo ALVES d'après les principes définis par le Général V.N. GIAP dans "Guerre du peuple, armée du peuple", d'une armée organisée en cercles concentriques et étroitement liée au peuple.

Il y a en effet quatre catégories de troupes dans l'armée du FRETILIN:

1. le noyau dur, équivalent timorais des

"cinq divisions" du Général GIAP, et formé par les anciennes troupes de l'armée coloniale, renforcées par les réservistes de cette troupe coloniale. Leur nombre est d'environ 2 500 hommes.

2. les troupes régionales, combattant uniquement dans un secteur qui leur est assigné, et coordonnant leur action en cas d'attaque avec les troupes régulières du FRETILIN. Leurs meilleurs éléments sont destinés à intégrer le "noyau dur". Les troupes régionales du FRETILIN comptent environ 7 000 hommes.

3. les unités de miliciens, opérant dans de très petites zones dispersées dans tout le territoire. Elles coordonnent également leur action avec les troupes régulières et les troupes régionales, à qui elles servent aussi de vivier. Leur effectif est d'environ 20 000 hommes.

4. outre ces trois types d'unités, le FRETILIN s'est efforcé de susciter la création au sein des villages de groupes d'autodéfense, composés de paysans encadrés par des militants du FRETILIN. Ces groupes fonctionnent suivant le même principe,c'est-à-dire qu'ils doivent coordonner en cas de besoin leur activité avec celles des autres unités des FALINTIL, à qui ils fournissent également des éléments neufs.

Les rapports entre les FALINTIL et le FRETILIN sont basés sur le principe de la stricte dépendance du militaire vis-à-vis du politique. Les FALINTIL sont sous l'autorité du Comité Central du FRETILIN; cette définition théorique se traduit pratiquement par le fait que les dirigeants des FALINTIL sont membres du Comité Central du FRETILIN. Il y a donc interpolation étroite entre l'aile militaire et l'aile politique du parti avec primauté donnée à cette dernière.

Le FRETILIN a d'autre part décidé qu'il y aurait un commissaire politique dans chaque unité comprenant au moins trente combattants. Ce commissaire politique, outre son rôle de combattant, a pour mission de veiller à l'application par les soldats de la ligne politique et militaire qui a été décidée.

Il est aussi intéressant de noter qu'une certaine mixité règne dans les rangs du FALINTIL, puisqu'elles auraient intégré mille combattants de sexe féminin.[1]

Interrogé lors de son passage à Paris sur les moyens par lesquels les forces du FRETILIN parvenaient à assurer leur approvisionnement en armes et en munitions,compte tenu du blocus indonésien, Rogerio LOBATO a répondu ceci:

"Il y a trois sources principales d'approvisionnemnt en armes pour nos soldats. La première est l'arsenal de l'armée portugaise qui a été récupéré à Dili lors de la guerre civile[2]. La seconde est l'armée indonésienne elle-même. Un fusil portugais, bien employé permet de récupérer plusieurs fusils indonésiens. La troisième est l'emploi de nos armes tra-

---

1). source:"Timor, hier la colonisation portugaise...", de Marcel ROGER.

2). voir page 61.

ditionnelles, très efficaces dans les combats de guérilla: sarbacanes, flèches empoisonnées pour attaquer les sentinelles..."

° ° °

La stratégie du FRETILIN, telle que la définissent ses porte-paroles, diffère radicalement de celle mise en oeuvre par les généraux indonésiens. Peu confiants dans l'efficacité à Timor de gros bataillons et d'armements sophistiqués, qu'ils seraient d'ailleurs bien en peine d'aligner, les responsables militaires du FRETILIN font reposer leurs actions sur de petits groupes de maquisards très mobiles,recourant parfois à des armes primitives, et ayant une parfaite connaissance du terrain. Quand ils ont la possibilité d'éliminer une unité relativement importante de soldats indonésiens, les soldats du FRETILIN n'hésitent cependant pas devant de véritables batailles rangées, ainsi que l'explique Rogerio LOBATO:

"... Quand les Indonésiens avancent avec de nombreuses troupes, nous évitons de les affronter directement. Mais toutes les fois qu'il se trouve une occasion de détruire une partie de ces forces ou de faire une embuscade, alors nous attaquons. Grâce à nos services de renseignements, nous obtenons des renseignements sur le nombre des troupes opérant dans certaines zones. Alors, contre des groupes ennemis moins importants, nous utilisons un nombre important de nos forces pour les anéantir. Notre stratégie est de vaincre et éliminer l'ennemi, non pas seulement de le vaincre et de le faire fuir pour lutter le jour suivant. Si par exemple l'ennemi avance avec 100 hommes, nous attaquerons avec 500 et leur fermerons toute possibilité de retraite et les anéantirons complètement."[1]

---

1). interview de Rogerio LOBATO parue dans Timor Informations N°2.

2. CONSEQUENCES ET BILAN DE L'INTERVENTION INDONESIENNE.

L'intégration de Timor Oriental à l'Indonésie.

Conscients que l'invasion du territoire est-timorais[1] risquait de les desservir aux yeux de la communauté internationale, les dirigeants indonésiens tentèrent de donner une légitimité démocratique au processus d'annexion de l'ancienne colonie portugaise.

La coalition des quatre partis proindonésiens avait, on s'en souvient, riposté à la proclamation unilatérale d'indépendance du FRETILIN en proclamant à son tour, le 30 novembre 1975, l'indépendance du territoire en même temps que son rattachement à l'Indonésie. Quelques jours à peine après le débarquement dans le territoire contesté des "volontaires"indonésiens, un communiqué annonçait la formation à Dili, le 17 décembre, du"Gouvernement provisoire de Timor Oriental", issu de l'UDT, de l'APODETI, du KOTA et du Parti Travailliste. Arnaldo dos REIS ARAUJO, à peine libéré de la prison de Dili où l'avait renvoyé le FRETILIN, fut nommé chef de ce Gouvernement provisoire, avec Francisco Xavier LOPEZ da CRUZ pour adjoint.

1). En toute logique, l'Indonésie, n'ayant pas reconnu l'indépendance de Timor Oriental devait considérer que ce territoire était toujours de droit colonie portugaise. C'est pourquoi, pour donner moins de prise aux accusations d'agression caractérisée contre le territoire d'un pays membre de l'ONU, les Indonésiens nièrent l'envoi de troupes régulières et ne reconnurent que la présence de "volontaires".

Le 31 janvier 1976, les partis politiques est-timorais étaient dissous, et un nouveau parti unifié était créé. En attendant la formation d'une Assemblée Populaire, un "Conseil délibératif" présidé par Guilhermo GONÇALVES, ancien dirigeant de l'APODETI, fut mis en place pour aider le Gouvernement provisoire. Cependant, l'installation de l'Assemblée Populaire est-timoraise, qui devait ratifier l'intégration de Timor Oriental à l'Indonésie, se fit rapidement, puisque sa réunion eut lieu fin mai. Le mode de désignation des trente-sept membres de cette Assemblée fut le suivant:

1. deux délégués représenteraient chacun des treize districts de Timor Oriental, à l'exception du district plus peuplé de Dili qui bénéficierait de trois représentants. Seuls ces derniers seraient élus par la population, les autres étant désignés"selon la règle du consensus".

2. dix représentants des activités socio-professionnelles seraient nommés par le Gouvernement provisoire.

Ce programme fut scrupuleusement exécuté et le 31 mai, l'Assemblée Populaire, dont 34 membres avaient été désignés par le Gouvernement provisoire, et trois membres élus dans une capitale vidée des quatre cinquièmes de sa population, annonça qu'avait été votée à l'unanimité une résolution demandant l'intégration de Timor Oriental à l'Indonésie.

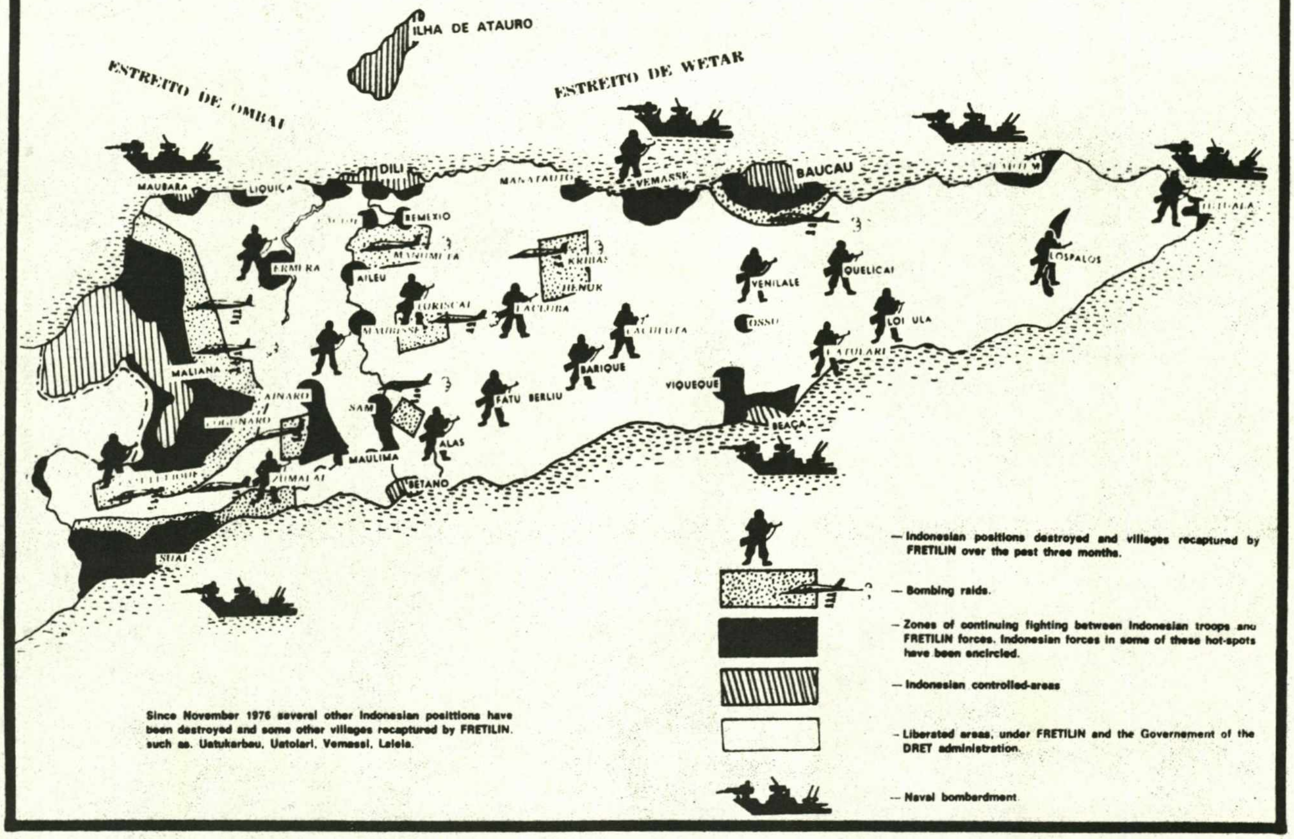
La première réunion de l'Assemblée Populaire est-timoraise avait duré moins de deux heures. Sur vingt-quatre pays invités, sept seulement acceptèrent d'envoyer des observateurs[1]. Vingt journalistes indonésiens et étrangers, amenés par avion à Dili, où ils ne purent demeurer que trois heures, assistèrent sans interprète à cette réunion qui se déroula en portugais, langue qu'aucun des journalistes ne parlait. De plus, aucun de ces journalistes ne fut autorisé à s'entretenir avec des membres de l'Assemblée Populaire.

La pétition de l'Assemblée Populaire fut présentée le 7 juin au Président SUHARTO par une délégation de 44 personnes représentatives du Gouvernement Provisoire et de l'Assemblée Populaire. Cette pétition fut acceptée par le Président, sous réserve des conclusions d'une mission spéciale envoyée au Timor Oriental. Cette mission se rendit dans le territoire à la fin du mois de juin 1976 et le 17 juillet, le Président SUHARTO promulguait un projet de loi voté à l'unanimité par le Parlement indonésien et faisant de Timor Oriental la vingt-septième province de l'Indonésie.

⁂

---

1). l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Inde, la Malaysia, le Nigéria, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande.


ILHA DE ATAURO
ESTREITO DE OMBAI
ESTREITO DE WETAR
MAUBARA
LIQUIÇA
DILI
BEMEXIO
MANATAUTO
VEMASSE
BAUCAU
ERMERA
AILEU
KRIBAS
HENUK
TURISCAI
LACLUBA
LACLUTA
MAUBISSE
MALIANA
AINARO
SAME
BARIQUE
FATU BERLIU
ALAS
MAULIMA
BETANO
ZUMALAI
SUAI
VENILALE
QUELICAI
LOSPALOS
OSSU
LOI ULA
UATULARI
VIQUEQUE
BEAÇA
TUTUALA

— Indonesian positions destroyed and villages recaptured by FRETILIN over the past three months.

░ — Bombing raids.

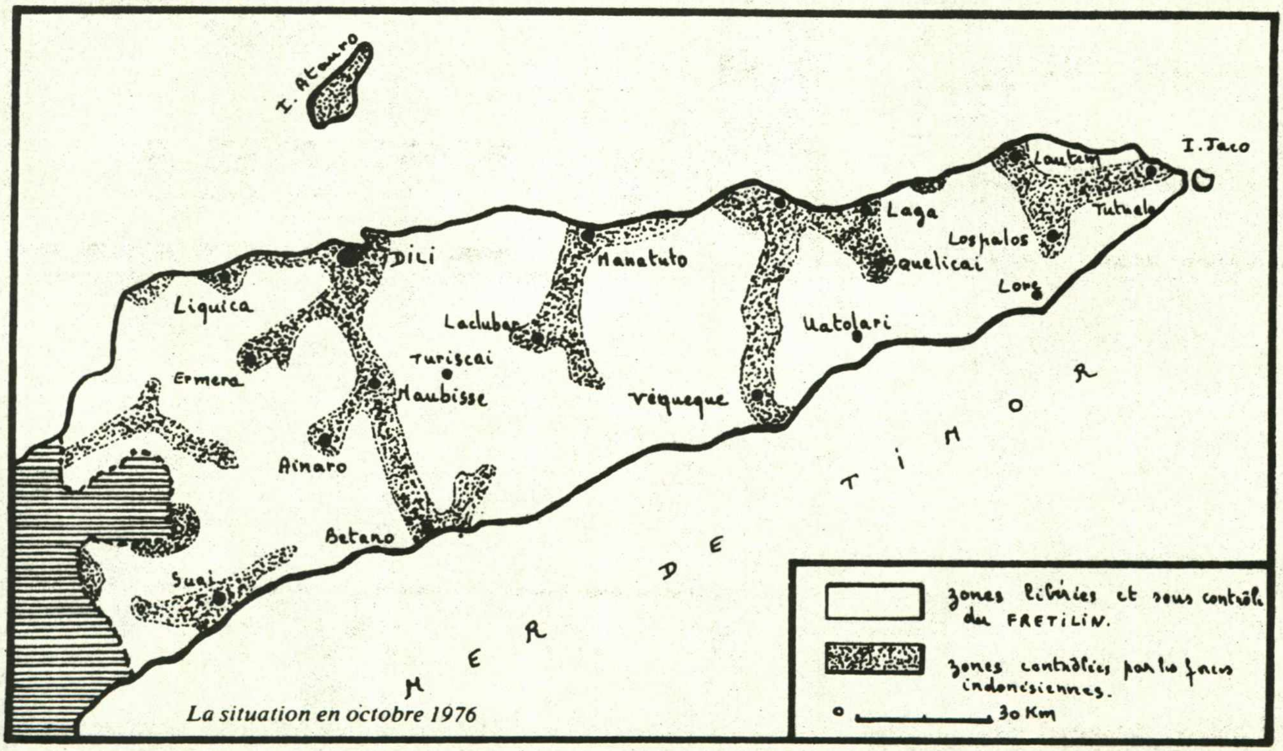
■ — Zones of continuing fighting between Indonesian troops and FRETILIN forces. Indonesian forces in some of these hot-spots have been encircled.

▨ — Indonesian controlled-areas

□ — Liberated areas, under FRETILIN and the Governement of the DRET administration.

— Naval bombardment

Since November 1976 several other Indonesian posittions have been destroyed and some other villages recaptured by FRETILIN. such as. Uatukarbau, Uatolari, Vemassi, Laleia.


I. Atauro
I. Jaco
Lautem
Tutuala
Laga
Lospalos
Quelicai
Lore
Manatuto
DILI
Liquiça
Laclubar
Turiscai
Maubisse
Ermera
Ainaro
Betano
Suai
Uatolari
Viqueque
MER DE TIMOR

□ zones libérées et sous contrôle du FRETILIN.

░ zones contrôlées par les forces indonésiennes.

0 ——— 30 Km

La situation en octobre 1976

Les zones contrôlées par les belligérants.

Cette question, comme pratiquement toutes les autres ayant trait à une guerre que seul reconnaît faire un des belligérants, est l'objet d'appréciations parfaitement contradictoires.

L'envoyé spécial à Timor du Secrétaire Général des Nations Unies, M. Vittorio WINSPEARE-GUICCIARDI, signale dans son rapport que " le "gouvernement provisoire" du Timor Oriental (NB: formé par l'APODETI et le MAC et érigé par l'Indonésie en gouvernement provincial) maintient que son autorité s'étend maintenant à chacun des treize districts du territoire et que l'on procède actuellement au retrait des volontaires indonésiens. Telle est également la position du gouvernement indonésien."[1]

Toute autre est l'estimation du FRETILIN, énoncée le 22 avril 1976 devant le Conseil de Sécurité de l'ONU: "... les forces nationalistes de la République Démocratique du Timor Oriental contrôlent encore plus de 80% du territoire. Les quatre-vingt-quinze pour cent de la population se trouvent dans le territoire non occupé. Les forces javanaises ne contrôlent que les bourgs, dont les populations permanentes peu nombreuses ou bien ont fui, ou bien ont été massacrées."[2]

A l'appui de cette thèse, les services de relations extérieures du FRETILIN ont publié les deux cartes ci-jointes des opérations militaires et des zones contrôlées par chacun des camps, datées respectivement

1). source: rapport S/12106 de l'ONU, annexe, page 3.

2). source: "Timor, hier la colonisation portugaise...", de Marcel ROGER, page 108.

d'octobre et de novembre 1976.

Depuis cette date, les communiqués lus à la radio du FRETILIN, Radio-Maubere, ont fait état de la prise par les FALINTIL de plusieurs villes et villages, dont Ermera à 30 km au sud-ouest de Dili, et Loilubo, au sud-ouest de Baucau.

L'opposition absolue entre les thèses du FRETILIN et du gouvernement indonésien défie l'analyse. A l'issue de sa visite guidée, M. Vittorio WINSPEARE-GUICCIARDI conclut prudemment: "En raison des circonstances qui viennent d'être évoquées, il n'a pas été possible d'évaluer avec exactitude la situation existant actuellemnt au Timor-Oriental."

Un fait, cependant, donnequelque crédibilité aux cartes établies par le FRETILIN: c'est l'itinéraire que le Gouvernement provincial a fait suivre à M. WINSPEARE-GUICCIARDI.

Cet itinéraire passe par l'enclave d'Oé-Cusse, l'île d'Atauro et Dili, plus les petites bourgades de Suai, Viqueque et Lautem. Quand l'envoyé spécial de l'ONU manifesta le désir de se rendre dans d'autres localités, il lui fut répondu que les autorités n'y répondaient pas de sa sécurité, en raison du risque d'un coup de main du FRETILIN.

Or, si l'on regarde les cartes du FRETILIN, on y voit que les agglomérations visitées figurent toutes en zone contrôlée par les forces indonésiennes, et que leurs environs, dont les autorités indonésiennes déconseillèrent la visite à M. WINSPEARE-GUICCIARDI sont marqués comme étant contrôlés par le FRETILIN.

Le fait, également, qu'un poste émetteur de radio aux mains des rebelles puisse émettre régulièrement depuis un an et demi pourrait être un indice de ce que le contrôle des Indonésiens sur le territoire de Timor Oriental est moins total qu'ils l'assurent...

Il semble par contre indiscutable, puisque cela a été confirmé par M. LOPEZ da CRUZ, ancien président de l'UDT et actuel vice-président du gouvernement régional mis en place par l'Indonésie, que la guérilla s'est installée à Timor Occidental. Le nombre de maquisards opérant dans cette partie de l'île serait de l'ordre d'un millier, et ils se seraient livrés à plusieurs attaques contre Atambua, la deuxième ville de Timor Occidental.

⁂

Les pertes humaines.

Concluant la relation (à vrai dire assez brève) des évènements du 7 décembre 1975, le livre blanc sur la décolonisation de Timor Oriental, publié par le gouvernement indonésien mentionne que "la libération de Dili mit fin à quatre mois d'effusions de sang et de souffrances pour les Timorais de l'Est."

Cette vision idyllique est pourtant largement battue en bréche par, outre les allégations du FRETILIN, le dossier établi par l'ONU, celui établi par James DUNN , l'intervention de l'évêque de Dili, et même les déclarations de personnalités est-timoraises favorables à l' Indonésie, comme Francisco LOPEZ da CRUZ et José MARTIN, chef du KOTA.

La collection la plus complète de récits concernant ce qu'il faut bien qualifier de crimes de guerre caractérisés a été établie par James DUNN. A titre d'exemples, voici deux témoignages tirés de l'épais dossier qu'il a réalisé sur la question:

1. "Un des témoins raconta un incident qui eut lieu à Lamaknan, une localité du Timor indonésien près de la frontière. Le témoin m'a dit qu'en juin dernier il était allé dans cette région où les troupes du FRETILIN étaient très actives. Les Indonésiens ont mis le feu aux habitations des réfugiés de Timor Orintal qui s'y étaient installés. Quand les réfugiés protestèrent, les Indonésiens les menacèrent de leurs armes. Selon un témoin de cet épisode, les troupes tirèrent sur 2 000 Timorais à son avis; certains étaient à genoux, d' autres les mains levées. Les victimes comprenaient des femmes et des enfants."

2. "D'après X, ce furent les Chinois qui

eurent à souffrir durant les premiers jours de l'invasion. Rien que le premier jour, il a entendu dire que cinq cents Chinois avaient été tués par les troupes indonésiennes. En plus de tous ceux qui avaient été fusillés dans la zone portuaire et les quartiers généraux de la Police Militaire, des groupes de personnes furent fusillés délibérément à Villaverde, près de Sang Tai Hoc, Santa Cruz, près du magasin de Lay Ju Man et de l'ancien Consulat australien (où quelques infirmières auraient été fusillées)..."

En conclusion de son dossier, James DUNN tente d'évaluer le nombre de victimes civiles de ce conflit: "J'ai demandé aux responsables de la communauté des réfugiés (NB:au Portugal) s'il était concevable que 100 000 personnes aient été tuées à Timor Oriental. Tous ont dit que ces chiffres étaient vraisemblables à cause de la tuerie à grande échelle dans les montagnes et de nombreux bombardements (on m'a dit que le napalm avait été utilisé ces derniers mois)."[1]

Si l'évaluation de James DUNN est exacte (ce qu'il est évidemment très difficile de confirmer), il ne conviendrait même plus de parler de crimes de guerre, mais d'un véritable génocide (la population est-timoraise étant évaluée à 670 000 personnes).

L'Indonésie a d'ailleurs pratiquement confirmé, du moins dans un premier temps, l'ordre de grandeur de plusieurs dizaines de milliers de victimes civiles, comme l'écrit la revue "Décolonisation", publiée par le

---

1). ces témoignages sont extraits du dossier de J.DUNN publié par Timor-Informations N°1.

Département des Affaires Politiques de l'ONU: "En février 1976, M.Franscisco LOPEZ da CRUZ, chef del'UDT et chef-adjoint du Gouvernement Provisoire du Timor Oriental avait déclaré que plusde 60 000 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, avaint été tuées depuis août 1975.

Il aurait également reconnu qu'il y avait eu des "représailles" contre les partisans du FRETILIN, souvent pour se venger des" atrocités" que ce dernier aurait commises alors qu'il détenait le pouvoir. Ce chiffre a provoqué la consternation générale étant donné en particulier qu'en novembre 1975, la délégation envoyée par l'ACFOA (NB: Australian Council for Overseas Aid, association caritative australienne) avait évalué à moins de 3 000 le nombre de personnes tuées depuis le mois d'août."[1]

La revue "Décolonisation" mentionne que le Président du Gouvernement Provisoire, M.Arnaldo dos REIS ARAUJO revint par la suite sur les déclarations de son adjoint en affirmant que le nombre de 60 000 victimes comprenait 40 000 réfugiés vivant au Timor Occidental, et en publiant des listes de victimes du FRETILIN, où José Ramos HORTA eut la surprise de voir le nom de son frère, bien vivant dans les montagnes de Timor Oriental, où il s'occupe du poste émetteur du FRETILIN, Radio-Maubere.[2]

Parmi les protestations des milieux religieux, on peut citer, outre les prises de position du mouvement Pax Christi et du Conseil Oecuménique des Eglises, celle

1). source: revue "Décolonisation", août 1976, page 31.

2). source: discours de J.R.HORTA le 22 août 1976 devant le Conseil de Sécurité de l'ONU.

de l'évêque de Timor Oriental, que rapporte José Ramos HORTA: "... Et même l'évêque blanc de Timor Oriental, Mgr.RIBEIRO, qui n'était pas favorable au FRETILIN, a adressé une protestation très ferme au ministre de la Guerre indonésien en raison des atrocités commises par les troupes indonésiennes."[1]

Dénoncé à la fois par le FRETILIN, des observateurs indépendants et reconnu même par des partisans notoires de l'Indonésie, ce massacre des populations civiles n'apparaît guère niable. Et ce d'autant plus que, en matière de massacre de populations désarmées, les antécédents du régime des généraux indonésiens sont hélas bien connus.

Timor: une nouvelle île dans "l'Archipel Bains de Sang".

°
° °

L'évaluation des pertes militaires est encore plus malaisée que celle des pertes civiles. Ni le FRETILIN, ni l'Indonésie ne publient de compte-rendus des pertes humaines dans leurs troupes, et les militaires sont moins l'objet de l'attention des institutions humanitaires que les civils. Les seules estimations dont on puisse disposer concernent l'armée indonésienne et sont issues du rapport de James DUNN et des communiqués du FRETILIN.

1). source: interview parue dans "Réforme" du 9 octobre 1976.

James DUNN, dans son enquête faite auprès des réfugiés est-timorais au Portugal, put obtenir les renseignements suivants:

"Plusieurs réfugiés m'ont dit que les Indonésiens avaient créé un cimetière militaire dans un parc opposé au port. Il y avait plus de 600 tombes dans ce cimetière, mais d'autres cimetières existaient à Maliana, Ainaro, Baucau et Batugade. A Maliana, un réfugié avait vu la tombe d'un Brigadier Général. Un réfugié timorais m'a dit qu'à Dili il y a près de 1 000 tombes indonésiennes et qu'un des morts était un Lieutenant-Colonel. Selon ces témoignages, plus de 3 000, peut-être plus de 5 000 soldats indonésiens sont morts dans ces combats à Timor Oriental."[1]

Les communiqués du FRETILIN font état de pertes plus lourdes encore chez les Indonésiens: "Lors d'un seul combat, à Bailaco, près de Dili, six cents Indonésiens ont été tués... des sources diverses et indépendantes à Canberra, Tokyo, Singapour, Washington ont reconnu que de dix mille à quatorze mille soldats indonésiens environ ont été tués ou blessés à Timor Oriental... Les hôpitaux à Dili, Kupang, Denpasar et Djakarta sont pleins de victimes de guerre."[2]

Des émissions de Radio-Maubere captées au cours du mois d'avril 1977 ont mentionné, outre un bilan des pertes indonésiennes encore plus lourd, un compte-rendu détaillé des engagements au cours desquels ces pertes sont intervenues:

1). rapport de James DUNN, Timor Informations N°1.

2). source: J.R.HORTA:"Le Vietnam de l'Indonésie", Le Monde du 27 janvier 1977.

"Environ 20 000 soldats indonésiens ont été tués à Timor Oriental durant les derniers dix-huit mois." (déclaration d'Alarico FERNANDES, ministre de l'information de la RDTO, au micro de Radio-Maubere le 24 avril 1977).

"Le 2 avril, 30 soldats indonésiens ont été tués et de nombreux autres blessés, lorsque le FRETILIN a pris en embuscade un convoi sur la route près de Zuelicai."

(même émission)

"Les forces du FRETILIN ont lancé une offensive contre la ville de Laga sur la côte nord le 10 avril et ont tué 33 soldats indonésiens et 3 traîtres et ont blessé un grand nombre d'hommes."

(même émission)

L'analyse des émissions captées à cette époque sur une période de dix jours, du 15 au 25 avril, donne pour cette période un totalde 159 Indonésiens tués au cours de I6 opérations différentes.[1]

Il est évidemment impossible, à la lecture de ces communiqués, de faire la part entre la propagande et l'énoncé de faits réels. Une seule chose est en tous cas certaine: si l'assertion du FRETILIN de 20 000 soldats indonésiens tués est fondée (ce nombre étant rapporté à une armée dont, d'après la "Military Balance" de 1977, 120 000 soldats seulement sont susceptibles d' aller sur les champs de bataille, les autres étant en fait des fonctionnaires), ce n'est même plus, pour

1). les compte-rendus d'écoute de Radio-Maubere sont extraits de Timor-Informations, N°2.

reprendre l'expression de José Ramos HORTA, de "Vietnam de l'Indonésie" qu'il conviendrait de parler.

Les références historiques seraient davantage à rechercher dans les batailles de l'antiquité. Celles gagnées par le roi PYRRHUS.

o o o

LES REACTIONS INTERNATIONALES

A LA GUERRE

La communauté internationale apprit que l'affaire est-timoraise avait pris un tour aigu quand, le jour même de l'intervention indonésienne, le Gouvernement Portugais informa le Président du Conseil de Sécurité que des troupes indonésiennes avaient envahi le Timor portugais, que Dili avait été bombardée et que des fusiliers marins avaient débarqué. Le Portugal s'élevait contre cet "acte d'agression" et demandait une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité.

L'attitude du Portugal à la suite de l'invasion de ce qu'il considérait toujours être sa colonie, puisqu'il n'avait pas reconnu la proclamation unilatérale d'indépendance de la RDTO, fut un mélange de fermeté et de réalisme. Ce fut le Portugal qui révéla l'affaire aux Nations-Unies, et son représentant s'y montra l'un des plus vigoureux censeurs de l'intervention indonésienne.

Mais dans le même temps, le gouverneur Lemos PIRES et ses employés civils et militaires quittaient leur refuge de l'île d'Atauro, qu'ils abandonnèrent aux Indonésiens. De même, les trois corvettes modernes qui croisaient dans la région reçurent pour instructions de ne pas attaquer les liberty-ships et les escorteurs vermoulus de la marine indonésienne qui assuraient le débarquement bien que, selon toute vraisemblance, elles n'en eussent fait qu'une bouchée.

Apparemment, le gouvernement portugais ne désirait pas engager son armée qui venait de se déchirer dans une lutte fratricide entre les parachutistes gauchistes de TANCOS et les commandos conservateurs du colonel Jaime NEVES, dans un combat douteux à treize mille kilomètres de la métropole. La contre-offensive portugaise allait donc se mener dans les salles de réunion des Nations-Unies.

⁂

1. LES THESES EN PRESENCE.

L'examen de l'affaire est-timoraise allait être l'occasion d'une des manifestations d'unité les plus étonnantes qui se soient jamais faites jour dans une enceinte internationale. On n'y vit ni opposition droite-gauche, conservateurs-progressistes, ou proaméricains-prosoviétiques. Contrastant totalement avec les débats sur la question angolaise à l'OUA, où se déchiraient partisans du MPLA et supporters de la coalition FNLA-UNITA, les débats sur la question timoraise au Conseil de Sécurité de l'ONU virent un consensus quasi-total se réaliser pour déplorer l'intervention indonésienne.

Il ne s'agissait d'évidence pas d'une manifestation de la prétendue "majorité automatique" de l'ONU, ni davantage d'une manoeuvre du bloc socialiste (le plus borné des commentateurs d'extrême-droite ne pouvant guère prétendre que l'Emir du Koweit, le Président bolivien Hugo BANZER ou son homologue brésilien Ernesto GEISEL, dont les représentants soutinrent les thèses favorables au FRETILIN à l'ONU, soient manipulés par le communisme international.)

Il existait cependant des nuances, au sein de cette majorité défavorable à l'Indonésie, entre les partisans inconditionnels du FRETILIN et ceux dont la préférence allait à une solution négociée entre le FRETILIN et les partis proindonésiens. Outre la position des amis de l'Indonésie, ce sont ces deux conceptions du problème est-timorais que nous allons maintenant aborder.

Les partisans du FRETILIN.

Il s'agit de pays soutenant inconditionnellement les thèses du FRETILIN, et dont la plupart ont poussé la logique de leur soutien jusqu'à la reconnaissance officielle de la République Démocratique de Timor-Oriental. On peut classer ces Etats en trois catégories:

1. la totalité des anciennes colonies portugaises qui, de plus, ont unanimement reconnu de jure la RDTO: l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau, les îles du Cap-Vert, Sao Tomé et Principe.

2. des pays communistes: la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam, le Kampuchea, le Laos, l'Albanie,Cuba. Dans cet ensemble de pays, où sont représentés prochinois et prosoviétiques, tous ont reconnu la RDTO. Les autres pays du bloc socialiste qui n'ont pas reconnu officiellement la RDTO n'en ont pas moins fidèlement soutenu les thèses du FRETILIN.

3. divers Etats progressistes, principalement africains: l'Algérie, la Guinée, Madagascar, la Zambie, la Guyane, le Bénin, la Tanzanie, le Congo ont tous reconnu la RDTO. Il faut aussi noter que la RDTO a été

reconnue diplomatiquement par la République Arabe Sahraouie Démocratique dont l'indépendance se heurte à des difficultés analogues à celles de Timor Oriental.[1]

Enfin d'autres Etats qui ont soutenu quasi-inconditionnellement le FRETILIN peuvent être rangés dans cette catégorie, bien qu'ils n'aient pas officiellemnt reconnu la RDTO. Ce serait le cas par exemple du Sénégal, de la Suède, de la Sierra Leone.

L'ensemble de ces pays se situe politiquement à gauche, même si d'importantes nuances les séparent. Leur conception de la question est-timoraise peut être résumée par l'avis du délégué du Mozambique, selon lequel le peuple de Timor Oriental avait déjà décidé de son avenir, lorsque le FRETILIN avait proclamé l'indépendance du territoire, et que le problème de Timor n'était pas un problème de décolonisation, mais qu'il s'agissait de l' agression d'un grand pays contre un petit pays voisin.

La plupart des pays de ce groupe se sont montrés extrêment virulents dans la défense de la RDTO. Le plus radical d'entre eux, le Bénin, a même voté contre la résolution favorable au FRETILIN proposée par le Conseil de Sécurité (en confondant donc son vote avec ceux des alliés de l'Indonésie), parce que cette résolution se bornait à"déplorer" l'intervention indonésienne au lieu de la"condamner sans équivoque"!

1). Il est intéressant à cet égard de constater que dans une démarche d'un parallélisme saisissant, le Maroc et la Mauritanie qui se sont partagé le Sahara occidental soutiennent l'Indonésie dans l'affaire de Timor Oriental.

Les partisans d'une solution négociée.

Ces pays sont de loin les plus nombreux, et leur groupe, bien que peu homogène, fut représentatif de l'opinion de la majorité des Etats sur la question est-timoraise, opinion induite par la conjonction de trois facteurs:

1. refus du fait accompli par l'Indonésie, et condamnation de son intervention armée.

2. méfiance envers les tendances d'extrême-gauche soupçonnées à tort ou à raison par plusieurs pays chez le FRETILIN.

3. crainte que, si tous les partis politiques est-timorais n'étaient pas partie prenante dans la négociation, une guerre civile n'éclatât à nouveau après la fin de l'intervention indonésienne (l'exemple de l'Angola étant présent dans tous les esprits.)

Ce groupe de pays comprenait notamment deux Etats qui avaient joué un rôle de premier plan dans l'évolution de la crise est-timoraise, l'Australie et le Portugal.

Le Portugal désireux de racheter les erreurs de sa décolonisation, humilié par l'action indonésienne, mais refusant de soutenir le FRETILIN seul, en raison des déconvenues qu'avait entraînées l'affaire angolaise, fut en quelque sorte le fer de lance des partisans d'une solution négociée.

L'Australie,ennuyée du manque de discrétion de l'intervention indonésienne, et réalisant que celle-ci menaçait l'équilibre régional beaucoup plus que ne l'eût fait l'indépendance de Timor Oriental, rejoignit les positions du Portugal.

Le délégué, toutefois, qui exprima le mieux l'opinion de ce groupe de pays fut celui de Sri Lanka qui, après avoir dénoncé l'intervention indonésienne, ajouta à l'intention directe des supporters de la RDTO, qu'une déclaration unilatérale ne pouvait pas être considérée comme l'exercice effectif du droit à l'autodétermination.

Ce groupe de pays faisait montre d'une hétérogénéité assez grande, puique regroupant les Etats de l'Europe de l'Ouest, les Etats modérés et conservateurs du Tiers-Monde, et même des Etats dotés d'un régime d'extrême-droite comme le Brésil.

Son ciment politique étant l'expression d'un triple refus -de l'intervention militaire, du FRETILIN progressiste, de la prise de pouvoir unilatérale par un groupe- et l'appréciation de ces trois critères négatifs variant considérablement d'un Etat à un autre, il s'ensuivit que les votes de ce groupe ne furent pas homogènes, se partageant entre le soutien au FRETILIN et le vote blanc, ou allant de l'un à l'autre.

Il faut noter d'ailleurs que d'autres critères que ceux définis précédemment influèrent le vote de certains Etats, en surdéterminant leur position sur la question est-timoraise: ainsi la plupart des pays arbes préférèrent-ils l'abstention à un soutien au FRETILIN pour ne pas désavouer ouvertement l'Indonésie, pays musulman. Inversement, la "lusophonie" conduisit le Brésil à soutenir les thèses du FRETILIN, en tant que l'expression d'un mouvement nationaliste d'une ancienne colonie portugaise.

⁂

Les amis de l'Indonésie.

Ils se firent tout petits. A l'exception du principal intéréssé, aucun Etat de ce groupe n' approuva ouvertement le débarquement indonésien; leur action se borna à proposer des amendements supprimant des motions le nom du FRETILIN, ou insistant sur la nécessaire sauvegarde des intérêts indonésiens.

Ce groupe a toutes les caractéristiques d'un noyau dur puique des Etats gouvernés par des militaires d'extrême-droite comme le Chili et l'Uruguay, et dont on aurait pu penser qu'ils éprouveraient de la compréhension pour l'action politique de l'Indonésie, se donnèrent à bon compte des allures démocratiques en ne soutenant pas une action impopulaire et en ralliant le camp des abstentionnistes. Quant au délégué des Etats-Unis, il observa un mutisme constant d'un bout à l'autre des débats.

Ce noyau dur, qui vota contre les résolutions présentées par les pays du premier groupe, et proposa sans succès des motions rédigées en termes suffisamment généraux pour ne gêner personne, et surtout pas l'Indonésie, se délimite assez facilement. On y trouve:

1. les pays de l'ASEAN (Indonésie, Philippines, Thaïlande, Malaysia), à l'exception de Singapour qui s'est abstenu, rejoints par le Japon.

2. des Etats se trouvant dans un cas analogue à celui de l'Indonésie: le Maroc et le Mauritanie, qui n'arrivent pas au Sahara occidental à juguler la guérilla du **F**ront POLISARIO, ou mieux encore l'Inde qui, rappelons-le,annexa en 1961 la colonie portugaise de Goa.

3. l'Arabie Saoudite et l'Iran.

o

o o

2. LE DEBAT AUX NATIONS-UNIES.

La question est-timoraise avait été abordée en 1974, lors de la vingt-neuvième session de l'Assemblée Générale de l'ONU, dans le cadre plus général de la décolonisation de l'empire portugais, et avait fait l'objetd'une résolution aussi optimiste que vague.

L'année suivante, quand se tint la trentième session, les retards apportés à la décolonisation aussi bien que la montée de la tension dans le territoire fit que la Quatrième Commission des Nations-Unies décida de se pencher sur la question avec un soin tout particulier.

Le 3 décembre 1975, c'est-à-dire quatre jours avant le commencement de l'intervention armée, l'Indonésie, appuyée par huit pays de l'Asie du sud-est, déposa une motion sur l'avenir de Timor Oriental. Cette motion, par ailleurs dénuée du moindre intérêt, offrait la particularité de ne mentionner ni la proclamation de l'indépendance de la RDTO par le FRETILIN, ni la proclamation du rattachement du territoire à l'Indonésie par le MAC et l'APODETI, ni le rôle éventuel qu'entendait jouer l'Indonésie dans l'avenir de Timor Oriental.

Quand, quatre jours plus tard, l'incertitude régnant sur ce dernier point fut tout à coup levée, ce projet de résolution fut retiré, et deux autres projets furent présentés.

Le premier, parrainé par l'Algérie, Cuba, la Guyane , le Sénégal, la Sierra-Leone et Trinidad-et-Tobago, disait l'Assemblée Générale "profondément préoccupée par la situation critique résultant de l'intervention militaire des forces armées indonésiennes au Timor portugais", demandait à tous les Etats de respecter les droits inaliénables du Timor portugais à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance, demandait au Portugal de poursuivre ses efforts en vue de dénouer la crise, "déplorait vivement"l'intervention militaire des forces armées indonésiennes au Timor portugais et demandait à l'Indonésie "de cesser sans délai de violer l'intégrité territoriale du Timor portugais et de retirer ses forces armées du territoire", attirait l'attention du Conseil de Sécurité sur la gravité de cette affaire, et enfin réclamait du Comité Spécial des Nations-Unies l'envoi d'une commission d'enquête. Face à cette résolution de tonalité très hostile à l'Indonésie, un deuxième texte fut présenté.

Ce second projet de résolution, signé par l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Inde, le Japon, la Malaysia, les Philippines et la Thaïlande, ne mentionnait pas l'intervention indonésienne, notait que les habitants de Timor Oriental étaient divisés quant à la question de leur statut politique futur et, comme la première motion, priait tous les Etats de respecter les droits inaliénables du peuple est-timorais et demandait l'envoi par le Comité Spécial de l'ONU d'une mission d'enquête dans le territoire.

Ce second projet fut retiré le 11 décembre, et le projet de résolution présenté par l'Algérie à la Quatrième Commission fut adopté par 69 voix pour, 11 voix contre et 38 abstentions, après que plusieurs amendements présentés par des pays amis de l'Indonésie et tendant à amoindrir la portée de ce texte eussent été repoussés.

La discussion précédant le vote avait été très vive, et plusieurs pays favorables aux thèses du FRETILIN (notamment la Chine, le Bénin, le Mozambique et la Guinée-Bissau) ainsi que le Portugal avaient très violemment attaqué la position indonésienne.

Une fois adopté par la Quatrième Commission, le projet de résolution présenté par l'Algérie fut soumis à l'Assemblée Générale des Nations-Unies qui l'approuva par 57 voix pour, 11 voix contre et 54 abstentions.

Réuni du 15 au 22 décembre, le Conseil de Sécurité approuva à l'unanimité (ce qui constitua un grave revers diplomatique pour l'Indonésie lâchée par les Etats-Unis et le Japon), un texte qui, pour modéré qu'il soit dans la forme, n'en était pas moins un net désaveu de l'action indonésienne, puisqu'il "déplorait" l'intervention des forces armées de l'Indonésie au Timor Oriental et demandait au gouvernement indonésien de "retirer sans délai toutes ses forces du territoire".

o

o o

Cette résolution du Conseil de Sécurité fut accueillie avec sang-froid par le délégué indonésien qui déclara que bien que son pays n'ait pas eu entière satisfaction lors des votes, l'Indonésie était d'accord pour coopérer "dans la mesure du possible avec les Nations Unies, tenant compte des voeux de la population du Territoire et des réalités existant au Timor Oriental".

Le 23 décembre, le gouvernement indonésien publiait une déclaration rédigée en termes nettement moins diplomatiques, aux termes de laquelle il déplorait les résolutions de l'ONU concernant le Timor Oriental, reprochait au Portugal d'avoir suscité le "chaos" au Timor Oriental par l'intermédiaire de son "agent", le FRETILIN, affirmait que le Portugal n'avait plus le droit d'exécuter un programme de décolonisation au Timor Oriental, que la mise en place du "Gouvernement Provisoire" répondait aux aspirations de la population de Timor Oriental, mais se félicitait de la proposition faite par l'ONU de participer au règlement de la décolonisation au Timor Oriental.

Quant à l'appel relatif au retrait des troupes indonésiennes, il était"sans objet", étant donné que c'était au peuple du Timor Oriental et au " Gouvernement Provisoire" qui avait tout d'abord demandé des volontaires de prendre une décision concernant leur retrait."[1]

Plus d'un an après ce débat, en mars 1977, le gouvernement indonésien publiait un livre blanc sur la "décolonisation à Timor Oriental", où figurait notam-

---

1). texte publié dans le revue "Décolonisation", page 57.

ment uneanalyse des débats aux Nations Unies dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle est fortement sujette à caution:

"Ce fut un sujet de grande satisfaction que, après avoir obtenu de plus amples informations, plusieurs délégations aient donné leur appui aux positions indonésiennes...

"... nombre d'autres facteurs contibuèrent à accroître le soutien apporté aux positions de l'Indonésie.

"De nombreuses délégations éprouvèrent de la sympathie pour les positions de l'Indonésie en raison de la proximité géographique du territoire, et des importantes affinités culturelles et ethniques entre son peuple et les Indonésiens qui en résultaient.

"Plusieurs délégations émirent des doutes sérieux quant à la viabilité économique du territoire s'il devenait indépendant notamment en raison du déficit observé de longue date de sa balance commerciale.

"D'autres nations de la région montrèrent de l'appréhension à la perspective de la prolongation du conflit dans le territoire, qui risquait de nuire au renforcement de la stabilité régionale.

"Plus encore, plusieurs délégations furent de l'avis qu'il existe plusieurs issues au processus de décolonisation. Il est erroné,estimèrent-elles, de vouloir imposer une règle unique valable pour tous les cas, pour la simple raison que chaque problème possède ses caractéristiques propres...

"... Il était alors évident que de nombreuses délégations en étaient arrivées à la conviction que les habitants de Timor Oriental avaient décidé de faire coïncider leur avenir avec celui du peuple indonésien, et de participer à l'oeuvre commune de pacification, de progrès et de prospérité de la nation indonésienne toute entière."[1]

Sans insister outre mesure sur cette lecture un peu particulière des débats, contentons-nous de rappeler les chiffres: 57 voix pour la résolution hostile à l'Indonésie, 11 voix contre et 54 abstentions (NB: est-il besoin de préciser que le résultat du vote à l'Assemblée de l'ONU ne figure nulle part dans ce livre blanc?)

⁂

---

[1] 1). source: Decolonization in East Timor, page 56.

3. LA MISSION DE M.VITTORIO WINSPEARE-GUICCIARDI.

Le projet de résolution présentépar l'Algérie et adopté par l'Assemblée Générale des Nations-Unies prévoyait, on l'a vu, "d'envoyer aussitôt que possible, en consultation avec les partis politiques est-timorais et le Gouvernement portugais,une mission d'enquête dans le territoire."

En application de cette décision de l'Assemblée Générale, le Secrétaire Général de l'ONU désigna le 29 décembre 1975 le Directeur Général de l'Office des Nations Unies à Genève, M.Vittorio WINSPEARE-GUICCIARDI, comme son représentant spécial, et le dépêcha à Timor avec mission de s'entretenir avec toutes les parties intéressées, en vue de dénouer la crise et de favoriser l'application de la résolution.

Du 19 janvier au 8 février, l'envoyé spécial de M.WALDHEIM eut différents contacts avec le gouvernement indonésien et le gouvernement provincial, et put visiter quelques centres urbains dans le territoire de Timor Oriental. Il ne lui fut par contre pas possible d'accéder à la partie de l'île contrôlée par le FRETILIN, une sécurité minimale ne pouvant lui être garantie.

De retour en Europe,M.WINSPEARE-GUICCIARDI fit le compte-rendu de sa mission au Secrétaire Général de l'ONU (ce rapport a été publié et figure sous la cote S/12011).

Aux termes de ce rapport, le représentant spécial déclarait qu'il ne lui avait pas été possible d'apprécier la situation exacte à Timor Oriental. Il estimait, toutefois, que bien que les positions des parties en présence soient fort éloignées, un consensus existait sur le fait que "le peuple de Timor devait être consulté".

Un examen des modalités de consultation du peuple est-timorais envisagées par chacun des camps révèle en fait que ce consensus est purement imaginaire:

- le gouvernement de la RDTO propose un référendum au suffrage universel offrant aux Timorais de l'est l'alternative suivante: l'intégration à l'Indonésie ou l'indépendance sous l'égide du FRETILIN.

- le gouvernement portugais propose également un referendum dont le libellé pourrait être: intégration à l'Indonésie ou indépendance en consultation avec les forces de Timor Oriental.

- le gouvernement provisoire estime que le peuple est-timorais a déjà choisi l'intégration à l'Indonésie. Toutefois, un "Conseil Représentatif Populaire Provincial" pourrait être réuni, en présence d'observateurs de l'ONU, pour ratifier ce choix.

. le gouvernement indonésien considère que c'est au peuple est-timorais de se déterminer, et qu'il l'a fait par l'intermédiaire du gouvernement provisoire. Il est toutefois d'accord pour que cette décision soit ratifiée selon des voies à déterminer.

Dans un second rapport publié le 22 juin 1976, M. WINSPEARE-GUICCIARDI relate la suite de ses entretiens sur la question est-timoraise, entretiens qui ne firent absolument pas avancer la solution du problème est-timorais.

Invité par le gouvernement provisoire à assister à la ratification de l'intégration à l'Indonésie par le "Conseil Représentatif Populaire Provincial", l'envoyé spécial de M.WALDHEIM refusa de venir cautionner un acte législatif qui lui semblait en contradiction avec les résolutions votées par l'Assemblée Générale. Le Conseil de Sécurité et le Comité des 24, invités à envoyer des représentants, prirent une décision analogue.

En conclusion, on peut noter sans exagération que la tentative de conciliation des Nations-Unies se soldait, malgré la bonne volonté et le courage de M. WINSPEARE-GUICCIARDI, par un échec total. Le dénouement de la crise, s'il était encore possible, viendrait par d'autres voies.

OÙ VA LA GUERRE DE TIMOR ORIENTAL?

Si l'on en reste à une étude des strictes opérations militaires, la guerre de Timor Oriental est entrée actuellement dans une phase d'usure. Les rares informations qui nous parviennent concernant le territoire ne font pratiquement pas état d'engagements armés d'importance, non plus que de gains ou de pertes de terrain.

Ainsi Timor Informations, reprenant dans son numéro trois un article paru dans le bulletin australien East Timor News indique que "depuis l'échec de l'offensive lancée par les troupes indonésiennes lors de la saison humide (novembre 1976/ mars 1977), il n'y a pas eu d'attaque importante par les forces armées de SUHARTO" et que"le FRETILIN et la population se trouvant dans les zones libérées se concentrent sur la production agricole pour la nourriture, sur les problèmes de santé et sur toutes les tâches au service du peuple."

La même source, en fait d'opérations sur le terrain, se borne à mentionner des embuscades tendues aux forces indonésiennes et la mise hors d'usage de la route côtière Dili-Baucau.

Malgré cet enlisement au niveau des opérations armées, il semblerait pourtant que la guerre de Timor Oriental en soit à un tournant, en raison de deux évènements politiques majeurs qui ont eu lieu récemment.

Le premier évènement est un discours prononcé par le Président SUHARTO le 16 août à Djakarta. Dans ce discours, le président indonésien a reconnu pour la première fois l'existence d'une guerre à Timor Oriental, rompant ainsi avec la fiction d'une intégration pacifique de l'ancien territoire portugais devenu vingt-septième province de la République d'Indonésie.

Fait encore plus important,le Président SUHARTO a dans ce discours proposé l'établissemnt d'une sorte de"paix des braves" en promettant l'amnistie aux combattants du FRETILIN qui accepteraient de déposer les armes.

Une telle proposition, adressée aux fils d'une population éprouvée par vingt mois de guerre et des dizaines de milliers de victimes civiles ne pouvait pas, dans l'esprit des dirigeants indonésiens, ne pas avoir d'écho. Et, de fait, elle allait provoqué au sein même du comité central du FRETILIN une crise d'une exceptionnelle gravité.

Le 15 septembre, les émissions de Radio-Maubere captées en Australie faisaient état de violents affrontements ayant opposé entre eux les dirigeants du FRETILIN.

Le responsable de la section asiatique du "Monde", Patrice de BEER, faisait le point sur ces informations dans un article daté du 18 septembre:

"Le 7 septembre, M.Francisco Xavier do AMARAL, le président du FRETILIN, qui était également président de la "République de Timor Oriental" proclamée en novembre 1975, a été arrêté (ainsi que plusieurs importants responsables civils et militaires). Il est accusé d'avoir tenté d'assassiner les principaux dirigeants du FRETILIN, d'avoir pris contact avec les Indonésiens en vue d'une reddition et de mener une vie de Liurai (seigneur féodal de la période coloniale). Il sera jugé avec ses complices par un tribunal populaire."

"Le nouveau chef de l'Etat et du FRETILIN est M.Nicolau LOBATO, ancien vice-président et premier ministre, et principal responsable de la lutte contre les forces armées indonésiennes. Agé d'une trentaine d'années, c'est, comme M.do AMARAL, un ancien séminariste. Le Comité Central du FRETILIN se réunira bientôt pour procéder à de nouvelles nominations. Les responsables de la branche "extérieure" du mouvement, qui mènent la lutte diplomatique avec le soutien des anciens territoires portugais, en particulier le Mozambique, ont perdu de leur côté leurs postes de ministres. C'est le cas notamment de M.Ramos HORTA qui est remplacé par M.Mari ALKATIRI."

Interrogé par téléphone, un responsable du Comité de soutien à Timor Oriental m'a confirmé les informations contenues dans l'article de Patrice de BEER. Le gouvernement indonésien n'a pour le moment pas réagi.

Quelles conclusions peut-on tirer de ces évènements? Patrice de BEER est catégorique: "Une chose paraît certaine: ces luttes intestines ne peuvent qu'affaiblir le FRETILIN et profiter aux Indonésiens."

Je serais, pour ma part,plus nuancé. Le FRETILIN, qui se présente comme un front, et non un parti, regroupe des militants ayant des sensibilités politiques diverses. Les tendances idéologiques des principaux dirigeants du FRETILIN sont assez bien connues, et décrites en des termes identiques par un journaliste hostile au FRETILIN, Dan COGGIN, et par Marcel ROGER, qui ne cache pas sa sympathie pour ce mouvement.

D'après ces commentateurs, Nicolau LOBATO et Xavier do AMARAL sont réputés partisans d'une ligne modérée, tandis que Mari ALKATIRI défend au sein du FRETILIN des idées d'extrême-gauche. L'alliance de ce dernier avec Nicolau LOBATO ne semble donc guère signifier la confiscation de la direction du front par une tendance politique précise, et ce d'autant plus que le président déchu et son successeur sont proches idéologiquement.

Il semble donc plus vraisemblable que, outre des questions de personnes, la réponse à apporter à l'offre du Président SUHARTO soit la cause majeure de cette cassure au sein du comité central du FRETILIN.

Les deux hommes forts de la direction actuelle du FRETILIN, Mari ALKATIRI et Nicolau LOBATO, sont des partisans déterminés de la poursuite de la lutte contre l'Indonésie (on ne peut passer sous silence à ce propos le fait que Isabelle BORETO, femme de Nicolau LOBATO, a été fusillée à l'âge de vingt-sept ans, le 10 décembre 1975, à Dili).

Il est également à noter que le retrait de leurs mandats de ministres aux dirigeants du FRETILIN de "l'extérieur" corrobore cette hypothèse d'une victoire au sein du front des partisans de la lutte armée à outrance contre l'Indonésie.

En effet, il serait erroné d'interpréter cette décision comme un désaveu, puisque José Ramos HORTA, en même temps que son éviction du gouvernement de la RDTO, se voyait notifier la confirmation de son rôle de porte-parole de la RDTO auprès de l'ONU, à la tête d'une délégation permanente du FRETILIN à New-York. Ce remaniement traduit plutôt un durcissement des positions du front et ce, pour deux raisons principales:

1. Il traduit la primauté des "militaires" sur les "politiques".

2. Le fait que la totalité des ministres de la RDTO vive dans les maquis de l'île, sous la menace de l'ennemi, est un acte de courage qui devrait contribuer à galvaniser l'ardeur au combat et l'esprit de résistance des partisans du FRETILIN, ainsi qu'à souder dirigeants et militants de base du front.

Cette dialectique entre les branches "intérieure" et"extérieure" d'un front de libération nationale est un phénomène qui n'est pas sans précédents. Ainsi, par exemple, la chronique de la guerre d'Algérie est-elle parsemée de débats entre les chefs militaires des maquis, notamment Krim BELKACEM, et les dirigeants du FLN à l'étranger.

o
o o

En conclusion, peut-on dire quels vont être les actes futurs de cette guerre? Il est évidemment difficile de se livrer à quelque précision que ce soit.

Le "front diplomatique" va probablement se réactiver, avec l'ouverture de la nouvelle session de l'ONU, où José Ramos HORTA et les délégations qui soutiennent la RDTO vont probablement tenter d'obtenir une condamnation de l'intervention indonésienne en des termes les plus fermes possibles.

Le prévisble retour au pouvoir du Parti Travailliste Australien qui au cours de son dernier congrès a nettement pris parti pour le FRETILIN ne sera pas non plus sans influence sur le cours de la guerre.

Sur le plan militaire proprement dit, l'élimination de la direction du FRETILIN des partisans d'une "paix des braves", et le triomphe des tenants de la lutte armée à outrance vont sans doute amener l'intensification des actions de guérilla. Du côté indonésien, l'effectif du corps expéditionnaire aurait été porté à 50 000 hommes, si l'on en croit le FRETILIN.

Tout semble donc indiquer que les deux camps s'orientent vers une guerre de longue durée, sur l'issue de laquelle il serait hasardeux d'émettre un pronostic. Souvenons-nous cependant que, durant dix-huit mois, au cours de la seconde guerre mondiale, 400 commandos australiens, bénéficiant du soutien de la population, tinrent en échec un corps expéditionnaire japonais fort de 20 000 hommes...

ANNEXES

CIDAC
R. Pinheiro Chagas, 77, 2.º-E.
1000 Lisboa — Portugal

ANNEXE 1

Texte de la résolution 3485 (XXX) concernant la question de Timor, adoptée par l'Assemblée Générale à sa 2439ème séance, le 12 décembre 1975.

L'Assemblée Générale,

Reconnaissant le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à la question de Timor a/,

Ayant entendu les déclarations faites par les représentants du Portugal, en sa qualité de puissance administrante b/, concernant l'évolution de la situation au Timor portugais et l'application à ce territoire des dispositions pertinentes de la Charte et de la Déclaration, ainsi que celles de la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée Générale, en date du 15 décembre 1960,

Ayant présente à l'esprit la responsabilité qu'a la

---

a/ A/10023/Add.1,chap.VIII.

b/ A/C.4/SR.2178,2184 et 2185.

Puissance administrante de faire tout son possible en vue de créer des conditions permettant au peuple du Timor portugais d'exercer librement son droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et de décider de son statut politique futur dans un climat de paix et d'ordre conformément aux principes de la Charte et de la Déclaration,

Consciente de ce que tous les Etats devraient, conformément au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance nationale de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts et les principes de la Charte,

Profondément préoccupée par la situation critique résultant de l'intervention militaire des forces armées indonésiennes au Timor portugais,

1. Demande à tous les Etats de respecter le droit inaliénable du peuple du Timor portugais à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et son droit de décider de son statut politique futur conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

2. Demande à la Puissance administrante de continuer d'épargner aucun effort pour trouver une solution par des voies pacifiques au moyen d'entretiens entre le Gouvernement portugais et les partis politiques repré-

tant le peuple du Timor portugais;

3. Lance un appel à tous les partis du Timor portugais pour qu'ils répondent de manière positive aux efforts qui sont faits en vue de trouver une solution pacifique au moyen d'entretiens entre eux et le Gouvernement portugais, dans l'espoir que ces entretiens feront cesser le conflit qui sévit dans ce territoire et permettront en fin de compte au peuple du Timor portugais d'exercer de façon ordonnée son droit à l'autodétermination;

4. Déplore vivement l'interevntion militaire des forces armées indonésiennes au Timor portugais;

5. Demande au Gouvernement indonésien de cesser de violer l'intégrité territoriale du Timor portugais et de retirer sans délai ses forces armées du territoire, afin de permettre au peuple du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

6. Appelle l'attention du Conseil de sécurité, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la Charte, sur la situation critique dans le territoire du Timor portugais et lui recommande de prendre d'urgence des mesures pour protéger l'intégrité territoriale du Timor portugais et le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination;

7. Demande à tous les Etats de respecter l'unité et l'intégrité territoriale du Timor portugais;

8. Prie le Gouvernement portugais de continuer à coopérer avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et demande au Comité, agissant en consultaion avec les partis politiques du Timor portugais et le Gouvernement portugais, d'envoyer aussitôt que possible une mission d'enquête dans le territoire.

(La résolution a été adoptée par 72 voix contre 10, avec 43 abstentions).[§]

Ont voté pour: Albanie, Algérie, Australie, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chine, Chypre, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyane, Haïti, Haute-Volta,Hongie, Islande, Jamaïque, Kenya, Koweït, Laos, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda , Pakistan, Pérou, Pologne, Portugal, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Souaziland, Suède, Tchad, Tchécoslovaquie, Togo, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yémen démocratique, Zambie.

Ont voté contre: Arabie Saoudite, Bénin, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Malaisie, Philippines, Qatar, Thaïlande.

Se sont abstenus: Afghanistan, Allemagne (République fédérale d'), Argentine, Autriche, Bahamas, Belgique, Bhoutan, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Guatemala, Irak, Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Luxembourg, Maroc, Maurice, Mauritanie, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Paraguay, Pays-Bas, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Turquie, Uruguay, Yougoslavie, Zaïre.

§ Par la suite, la délégation du Qatar a fait savoir au Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.

ANNEXE 2

Texte de la résolution 384 (1975) du Conseil de sécurité en date du 22 décembre 1975.

Le Conseil de sécurité,

Ayant pris note de la teneur de la lettre du représentant permanent du Portugal (S/11899),

Ayant entendu les déclarations des représentants du Portugal et de l'Indonésie,

Ayant entendu les représentants du peuple du Timor oriental,

Reconnaissant le droit inaliénable du peuple du Timor oriental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,

Notant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 3485 (XXX) du 12 décembre 1975, a notamment demandé au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux d'envoyer une mission d'enquête au Timor oriental, Profondément préoccupé par la détérioration de la situation au Timor oriental,

Profondément préoccupé également par les pertes en vies humaines et conscient de la nécessité urgente d'éviter toute nouvelle effusion de sang au Timor oriental,

Déplorant l'intervention des forces armées de l'Indonésie au Timor oriental,

Regrettant que le Gouvernement portugais ne se soit pas pleinement acquitté des responsabilités lui incombant en tant que Puissance administrante du territoire aux termes du chapitre XI de la Charte,

1. Demande à tous les Etats de respecter l'intégrité territoriale du Timor oriental, ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

2. Demande au Gouvernement indonésien de retirer sans délai toutes ses forces du territoire;

3. Demande au Gouvernement portugais, en tant que Puissance administrante, de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies afin de permettre au peuple du Timor oriental d'exercer librement son droit à l'autodétermination;

4. Prie instamment tous les Etats et toutes les autres parties intéressées à coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts pour

apporter une solution pacifique à la situation existante et faciliter la décolonisation du territoire;

5. Prie le Secrétaire général d'envoyer d'urgence un représentant spécial au Timor oriantal afin d'évaluer sur place la situation existante et de prendre contact avec toutes les parties dans le territoire et tous les Etats intéressés en vue d'assurer l'application de la présente résolution;

6. Prie en outre le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution et, tenant compte du rapport de son représentant spécial, de présenter des recommandations au Conseil de sécurité aussitôt que possible;

7. Décide de demeurer saisi de la situation.

(La résolution a été adoptée à l'unanimité.)

ANNEXE 3

Texte de la résolution 389 (1976) du Conseil de sécurité, en date du 22 avril 1976.

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 384 (1975) du 22 décembre 1975,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général daté du 12 mars 1976 (S/12011),

Ayant entendu les déclarations de représentants du Portugal et de l'Indonésie,

Ayant entendu les déclarations de représentants du peuple du Timor oriental,

Réaffirmant le droit inaliénable du peuple du Timor oriental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,

Estimant qu'aucun effort ne doit être ménagé pour créer des conditions qui permettent au peuple de Timor oriental d'exercer librement son droit à l'autodétermination, Notant que l'Assemblée générale est saisie de la question du Timor oriental,

Conscient de la nécessité urgente de mettre un terme à la situation toujours tendue au Timor oriental,

Prenant note de la déclaration du représentant de l'Indonésie,

1. Demande à tous les Etats de respecter l'intégrité territoriale du Timor oriental ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

2. Demande au Gouvernement indonésien de retirer sans plus tarder toutes ses forces du territoire;

3. Prie le Secrétaire général de charger son représentant spécial de poursuivre la mission qui lui a été confiée au paragraphe 5 de la résolution 384 (1975) du Conseil de sécurité et de continuer ses consultations avec les parties intéressées;

4. Prie en outre le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution et de soumettre un rapport au Conseil de sécurité aussitôt que possible;

5. Demande à tous les Etats et à toutes les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies en vue d'apporter une solution pacifique à la situation existante et de faciliter la décolonisation du territoire;

6. Décide de demeurer saisi de la situation.

(La résolution a été adoptée par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions)[§].

Ont voté pour: Chine, France, Guyane, Italie, Pakistan, Panama, République arabe libyenne, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Ont voté contre: Néant.

Se sont abstenus: Etats-Unis d'Amérique, Japon.

[§] Le Bénin n'a pas participé au vote.

BIBLIOGRAPHIE

1. LIVRES.

. ouvrages portant sur la période coloniale.

. Antonio PIGAFETTA: Premier voyage autour du monde par MAGELLAN. coll. 10/18 ed. UGE

. ORMELING: The Timor problem
ed.Nijhoff, La Haye,1958

. Colloquios sobre as provincias do Oriente,Ier vol. N°80. ouvrage collectif publié sous l'égide de la "Junta de investigações do centro de estudos politicas e sociais", Lisbonne, 1968

. ouvrages portant sur la période actuelle.

. Marcel ROGER (avec une postface de José Ramos HORTA): Timor:hier la colonisation portugaise, aujourd'hui la résistance à l'agression indonésienne.
éditions L'Harmattan. IDOC France
(NB: seul ouvrage récent disponible en français)

. Decolonization in East Timor
Department of foreign affairs
Republic of Indonesia, mars 1977
(disponible à l'ambassade)

- également:

  - Australian Council for overseas aid: Report on visit to East Timor for the ACFOA Timor task force, 1975

  - East Timor speaks

  - East Timor, Indonesia's Vietnam

  (ces deux plaquettes sont publiées par : Department of external relations of FRETILIN)

  - Eastern Timor, independance or oppression
    (publié par A.U.S. Booklets)

  - Denis FRENEY: Timor, freedom caught between the powers
    (édité par Spokesman Books, 1975)

  - Helen HILL: The Timor story (publié par Timor Information Service, Fitzroy, Australie)

  - John Stephen HOADLEY: The future of Portuguese Timor
    (publications de Institute of South East Asian Studies, Singapour)

2. BROCHURES ET JOURNAUX.

- brochures entièrement consacrées au problème de Timor Oriental.

  - publications de l'Association de solidarité avec Timor Oriental (BP 209.75264 PARIS CEDEX 06)
    - note d'information sur Timor Oriental
    - revue: Timor Informations (trois numéros parus)

  - publications du service de documentation de l'ONU (1, rue Miollis, 75015 PARIS)
    - revue "Décolonisation" N°7, août 1976 (numéro entièrement consacré à Timor Oriental)

    - rapports S/12011 et S/12016 de M.Vittorio WINSPEARE-GUICCIARDI sur la situation à Timor Oriental)

- articles de journaux.

  - sur la fin de la période coloniale:
    - Neue Zürcher Zeitung du 7 mai 1972: Gerüchtewirbel um Portugiesisch Timor

    - Le Monde du 28 janvier 1974: Timor: une enclave portugaise misérable et oubliée

  - sur la période postcoloniale:
    - Le Monde
      - la collection des numéros parus de 1974 à

maintenant permet d'avoir une excellente information sur l'évolution de la question est-timoraise. Trois articles sont plus particulièrement à citer:

1) Le Vietnam de l'Indonésie, tribune libre de José Ramos HORTA (N°du 27 janvier 1977)

2) Timor Oriental: un nouveau test pour la politique de M. CARTER (N° du 17 mars 1977)

3) Timor Oriental: de graves dissensions au sein du FRETILIN (N° du 17 septembre 1977)

. Le Monde Diplomatique
  . N° d'octobre 1975 avec:
    . les sanglants incidents de Timor servent les visées de l'Indonésie, de Maxime DOUBLET

  . N° de mars 1976 avec:
    . le jeu de l'Indonésie et des Etats-Unis dans l'île de Timor, de Robert AARSSE
    . les faux calculs de l'Australie, de Malcolm SALMON

  . N° de juillet 1977 avec:
    . dix-huit mois de guerre à Timor Oriental, de José Ramos HORTA
    . les armes du massacre, de Serge-Christophe KOLM

. INPRECOR présente, dans son numéro de février 1976,

un très long article, véritable dossier intitulé:
- Timor Oriental: vers une lutte prolongée?

- The far Eastern Economic Review, organ e des milieux d'affaires de Hong-Kong, a publié de nombreux articles de fond sur la crise est-timoraise:
  - N° du 29 août 1975:
    - Impasse in a troubled territory, de Raymond YAO

  - N° du 5 septembre 1975:
    - An island's tragedy unfolds, de Raymond YAO

  - N° du 12 septembre 1975:
    - Timor: playing politics as the killing continues, de Dan COGGIN
    - Suharto: staying cool on the sidelines

  - N° du 17 octobre 1975:
    - The great betrayal (éditorial)
    - Timor, the waiting game, de Dan COGGIN
    - Who is who in the struggle (idem)
    - Indonesia's special interest (interview de M. Ali MURTOPO)

  - N° du 20 février 1976:
    - FRETILIN out of bounds to envoy, de Hamish MAC DONALD

- également:
  - L'Unité du 8 avril 1977:
    - Timor, le massacre ignoré

3. FILM.

" Timor, terre agressée, terre d'espoir", film couleur en 16 mm d'une durée de 25 minutes, diffusé par l'Association de Solidarité avec Timor Oriental.